

Rapport de la

SEPTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

Manille, Philippines, 7-21 novembre 1964



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

RAPPORT

de la

SEPTIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO

pour

L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT

Manille, Philippines

7 - 21 novembre 1964

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 1965

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I <u>INTRODUCTION</u>	1
<u>LE TRAVAIL DE LA FAO EN ASIE ET EXTREME-ORIENT DANS SES RAPPORTS AVEC LA CAMPAGNE CONTRE LA FAIM, LA DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE</u>	3
II <u>SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE EN ASIE ET EN EXTREME-ORIENT</u>	3
Exposé du Directeur général	3
Exposés nationaux	8
III <u>MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE LA FAO DANS LA REGION</u>	15
<u>PRINCIPALES QUESTIONS DE POLITIQUE INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION</u>	16
IV <u>CONGRES MONDIAL DE L'ALIMENTATION ET ORIENTATION FUTURE DE LA CAMPAGNE MONDIALE CONTRE LA FAIM</u>	16
V <u>STIMULANTS A LA PRODUCTION AGRICOLE</u>	19
OCTROI DE STIMULANTS ECONOMIQUES A L'AGRICULTURE	21
STIMULANTS DE CARACTERE SOCIAL ET SERVICES TECHNIQUES	24
UNE REUSSITE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LA REGION -- LE JAPON	27
VI <u>ROLE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLLES DANS LA REALISATION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT</u>	30
VII <u>CONTRIBUTION DES INDUSTRIES AGRICOLES AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET A L'AMELIORATION DE LA NUTRITION</u>	34
VIII <u>CONDITIONS REQUISES POUR LE SUCCES DE L'ELABORATION ET DE LA REALISATION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT LAITIER</u>	37
IX <u>LE COMMERCE ET SES PERSPECTIVES</u>	40
X <u>INCIDENCES DE L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE</u>	44
XI <u>CONCLUSIONS</u>	48
<u>Annexes :</u> Liste des délégués et observateurs	i
Liste des documents	xiii
Ordre du jour	xvi
Résumé des recommandations	xvii

I. INTRODUCTION

1. La septième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient s'est tenue à Manille (République des Philippines) du 7 au 21 novembre 1964. Etaient représentés les Etats Membres suivants :

Australie	Malaisie
Birmanie	Népal
Ceylan	Nouvelle-Zélande
France	Pakistan
Inde	Philippines
Indonésie	Thaïlande
Japon	Royaume-Uni
Corée	Etats-Unis d'Amérique
Laos	Viet-Nam

2. Etaient également représentées les organisations énumérées ci-après :

Nations Unies
Bureau de l'assistance technique des Nations Unies
Fonds spécial des Nations Unies
Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
Organisation internationale du travail
Organisation mondiale de la santé
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Enfin, ont participé à la session un certain nombre d'observateurs, comme suit :

Saint Siège
Caritas Internationalis
Alliance coopérative internationale
Commission du Pacifique Sud
Fédération mondiale des anciens combattants

3. La liste complète des participants figure à l'Annexe 1.

4. Déclarant ouverte la Conférence, le Directeur général a remercié le Président et le Gouvernement de la République des Philippines des excellentes facilités qu'ils ont offertes en cette occasion. Il a fait observer que l'évolution politique et économique des Philippines présentait de nombreux aspects en commun avec celle d'autres pays de la région. Le peuple philippin a engagé la lutte contre la misère et, sous la conduite éclairée du Président Macapagal, il a entrepris d'asseoir fermement les libertés démocratiques sur le progrès économique et la justice sociale. Nul autre chef d'Etat de ce vaste continent asiatique ne sait mieux que M. Macapagal ce que signifie la misère rurale, a dit le Directeur général. La préoccupation constante du Président

Note : La délégation de l'Indonésie a fait savoir au Président que sa participation à la Conférence ne devait pas être considérée comme impliquant la reconnaissance de la Malaisie sous sa forme actuelle. La délégation de la Malaisie a répondu à cette réserve en faisant valoir qu'elle était le représentant accrédité du gouvernement légitimement constitué de son pays, qui a été reconnu par les Nations Unies et par la FAO.

pour les masses est de nature à inspirer tous ceux qui oeuvrent dans l'intérêt des pauvres et des mal lotis. En tant qu'organisation mondiale chargée d'appuyer les propres efforts des Etats Membres à cet égard, le Directeur général pense que la FAO devrait faire davantage pour aider les pays neufs à résoudre plus rapidement leurs problèmes alimentaires et agricoles, de manière qu'il soit possible de faire face à l'accroissement de la demande. La Campagne mondiale contre la faim, lancée il y a quatre ans par la FAO, apporte des signes encourageants attestant que, dans la région également, l'opinion a plus clairement conscience des causes de la faim et de la mal-nutrition et des remèdes possibles, mais il reste beaucoup à faire.

5. Le Président Macapagal, ayant malheureusement été retenu dans la province de Cagayan récemment ravagée par un typhon, c'est M. Mauro Mendez, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères qui a donné lecture de l'allocution d'ouverture que le Président aurait dû prononcer. Dans cette allocution, le Président, après avoir souhaité la bienvenue aux délégués, soulignait l'importance du travail de la FAO en face des menaces que continuent de faire peser sur l'humanité la faim, la maladie et la misère. Il observait que la production alimentaire mondiale ne parvenait pas à suivre l'accroissement démographique. L'homme doit non seulement accroître la productivité des terres disponibles, mais encore utiliser les aliments provenant de sources telles que les océans. L'éducation offre l'un des principaux moyens de résoudre de manière durable le problème de l'alimentation. Depuis vingt ans, la FAO anime la coopération internationale dans le domaine de la production agricole et elle a profondément influencé les politiques de ses Etats Membres en fournissant son assistance technique et en favorisant l'échange d'informations et d'idées. Aux Philippines, les programmes agricoles, malgré de notables difficultés, se développent dans les directions préconisées par la FAO : recherche, éducation, vulgarisation et régularisation des prix. Une grande place est faite aux programmes à long terme, concernant par exemple la production rizicole et la réforme agraire. Le Président concluait en disant qu'il n'y aura pas de paix durable tant que la faim et la misère n'auront pas été vaincues et il s'est dit convaincu que l'humanité saurait résoudre le problème de sa survivance.

6. A la première séance de travail (deuxième séance plénière), la Conférence unanime a élu président M. José Y. Feliciano, Secrétaire à l'agriculture et aux ressources naturelles de la République des Philippines. Tous les chefs de délégation ont été élus vice-présidents.

7. Le Président a remercié les délégués de l'honneur qu'ils faisaient aussi bien à sa personne qu'à son pays. Il a souligné que les objectifs et les activités de la FAO présentent une grande importance pour le monde, étant donné la complexité du problème de la faim. Il s'agit non seulement de corriger l'insuffisance quantitative et qualitative de l'alimentation, mais aussi d'affermir l'économie de nations qui, sous la pression d'une croissance démographique rapide, ont beaucoup de mal à créer de nouveaux moyens d'existence et à relever les niveaux de vie de leurs peuples. Les tentatives nationales pour résoudre ce problème ont été considérablement renforcées par l'aide internationale comme celle, indispensable, qu'a fournie la FAO. L'orateur a rappelé aux délégués que les Etats Membres de la FAO avaient promis de réaliser les objectifs de l'Organisation et qu'ils restaient liés par leur promesse. Pour sa part, a-t-il ajouté, il engageait son propre pays à oeuvrer pour la réalisation de ces objectifs par l'effort national et dans le cadre de la coopération internationale.

LE TRAVAIL DE LA FAO EN ASIE ET EXTREME-ORIENT DANS SES RAPPORTS AVEC LA CAMPAGNE
CONTRE LA FAIM, LA DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA
SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

II. SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE EN ASIE ET EN EXTREME-ORIENT

Exposé du Directeur général

8. Dans son exposé d'ouverture, le Directeur général a rappelé à la Conférence le très grave problème que pose à la région l'augmentation incessante de la population. Il a ensuite passé en revue la situation actuelle de l'alimentation et de l'agriculture de la région à la lumière de ces besoins croissants.

Situation agricole

9. En 1962/63, le taux annuel d'accroissement de la production agricole régionale est tombé à 2 pour cent, tandis que la population augmentait en moyenne de 2,4 pour cent par an. Il ne faut guère attendre de progrès en 1963/64.

Production alimentaire

10. Le Directeur général a observé qu'entre 1960/61 et 1962/63, la production alimentaire n'avait progressé que de 1,4 pour cent par an et qu'elle avait effectivement fléchi en 1963/64. Quant à la production alimentaire par habitant, elle ne cesse de diminuer depuis 1960/61, année où elle avait retrouvé son niveau d'avant-guerre. De même, la production des cultures commerciales n'a guère augmenté, à l'exception du coton.

Importations et exportations

11. Le Directeur général a rappelé le changement décisif survenu en 1960; à cette époque, la région qui, traditionnellement, était au total exportatrice nette de produits agricoles, est devenue importatrice nette et cette situation persiste. En 1963, les principaux pays de la région ayant des excédents de produits alimentaires ont quelque peu accru leurs exportations de ces produits, mais les importations alimentaires totales ont progressé plus rapidement, à cause du recul de la production. Dans son ensemble, la région est de plus en plus tributaire des importations de denrées alimentaires, notamment de céréales. Ces approvisionnements ont été obtenus en grande partie à des conditions de faveur, principalement des Etats-Unis. Tout en reconnaissant que l'aide alimentaire devait se poursuivre, le Directeur général a invité les pays à veiller attentivement à ce qu'elle ne les amène pas à relâcher leurs propres efforts de développement agricole.

12. Il est toutefois encourageant de constater qu'en 1963, les recettes totales d'exportation ont progressé légèrement par rapport à 1961, même sous l'angle de leur pouvoir d'achat en produits manufacturés. C'est qu'en 1963, les cours de certaines des principales productions de la région, comme le sucre et le coprah, ont fortement monté, tandis que ceux du riz, du thé, du jute et du caoutchouc demeuraient relativement stables. Seuls ont baissé les cours du coton.

Recettes d'exportation

13. Le Directeur général a observé que, plus que toute autre région en voie de développement, l'Asie dépend des recettes provenant des exportations agricoles.

A peu près les deux tiers des exportations totales des pays asiatiques consistent en produits agricoles, dont les matières premières représentent plus de la moitié. Ces matières premières jouent donc un rôle prédominant dans les recettes d'exportation et c'est pourquoi, d'une part, il est nécessaire d'en maintenir les prix à un niveau qui leur permette de soutenir la concurrence des produits synthétiques et, d'autre part, il y a grand intérêt à les transformer avant de les exporter.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

14. Le Directeur général a rappelé que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement avait vigoureusement souligné l'intérêt des ententes sur les produits de base, comme moyen de régulariser les rentrées de devises des pays en voie de développement et d'en prévoir le montant avec plus de certitude. Il a souligné la nécessité de coordonner les politiques nationales de production et de consommation.

Perspectives du commerce du riz

15. Quant au problème particulier du riz - l'aliment de base de la plupart des pays de la région et l'une des principales sources de recettes d'exportation pour au moins quatre d'entre eux - le Directeur général a fait remarquer que les pays d'Asie exportateurs de riz pourraient accroître considérablement leur production, mais qu'ils hésitent en raison des politiques d'autosuffisance suivies par les principaux pays importateurs. Ces hésitations ont provoqué la raréfaction des disponibilités exportables, avec de graves conséquences pour les pays importateurs. Le Directeur général a souligné la nécessité de mieux coordonner les politiques nationales de production et de commerce des denrées agricoles pour tenir compte des tendances et des perspectives mondiales des produits. Il a exprimé l'espoir que les Etats Membres du Sous-Comité consultatif des problèmes économiques du riz de la FAO, qui témoignent d'un désir croissant d'examiner ensemble leurs politiques, prendraient sans tarder des mesures pratiques pour améliorer la production et la distribution, ce qui aboutirait à la détermination d'objectifs commerciaux réalistes et à une diversification accrue de l'agriculture.

L'agriculture dans le développement économique

16. La production alimentaire devrait être quadruplée d'ici la fin du siècle, pour satisfaire les besoins nutritionnels minimums de la région. Le Directeur général a indiqué diverses conditions à réaliser pour relever la production agricole.

17. La participation active de l'agriculteur est indispensable à l'accroissement de la production. Le seul moyen de l'obtenir consiste à éduquer les exploitants en créant des services de vulgarisation convenables et, à cet égard, le Directeur général a signalé l'étude sur le développement agricole du Japon. Modifier la mentalité et les points de vue des agriculteurs est une tâche difficile, qu'il faut aborder avec une connaissance et une compréhension profondes du milieu social et culturel des ruraux.

Besoins de personnel

18. Après avoir souligné la nécessité de services adéquats, dotés à tous les échelons d'un personnel ayant reçu une bonne formation agricole, le Directeur général a rappelé que la région souffrait d'une grave pénurie de personnel qualifié, comme l'a montré une étude de la FAO. Le nombre des écoles et des diplômés d'agriculture est totalement insuffisant, et, ce qui est pire encore, beaucoup de diplômés quittent l'agriculture pour s'occuper plus lucrativement ailleurs. Le Directeur général a instamment recommandé d'évaluer systématiquement les besoins de chaque pays en personnel agricole, eu égard aux objectifs sociaux et économiques inscrits dans ses plans de développement et de créer les établissements nécessaires à la formation de ce personnel.

Industries agricoles

19. Dans les plans nationaux de développement, les gouvernements, s'ils doivent promouvoir l'industrialisation, ne doivent pas considérer que cela les dispense d'intensifier leur effort de modernisation de l'agriculture. La lenteur de l'expansion agricole a été le principal obstacle au progrès économique de la région, point de vue auquel ont d'ailleurs souscrit aussi bien la deuxième Conférence des planificateurs économiques d'Asie que la CEABO. Le développement de l'industrie et celui de l'agriculture sont deux aspects essentiels et interdépendants de la croissance économique, qu'il faut donc planifier de façon que chaque secteur stimule et soutienne l'autre au maximum. La FAO accorde une grande place à la création d'industries agricoles viables, fondées sur des ressources agricoles renouvelables. Ceci dit, les gouvernements ne doivent pas compter que l'industrie absorbera avant longtemps la main-d'oeuvre croissante, car "pour des dizaines d'années à venir, la création d'emplois résultant de l'industrialisation sera faible et pourra être nulle, voire négative, et les plans nationaux doivent donc être orientés, pour commencer, vers l'utilisation plus intensive d'une main-d'oeuvre toujours plus nombreuse" (Gunnar Myrdal) dans des projets comme les industries agricoles utilisant des matières premières renouvelables.

Utilisation plus complète de la main-d'oeuvre rurale

20. Comme il a été suggéré au Congrès mondial de l'alimentation, un questionnaire détaillé a été adressé à tous les Etats Membres pour qu'ils l'examinent et l'évaluent en fonction de leur expérience propre des projets visant à utiliser plus pleinement la main-d'oeuvre rurale à des fins de développement économique. L'élaboration de plans pratiques pour résoudre le difficile problème du sous-emploi rural dépend essentiellement de la participation des gouvernements à l'étude demandée.

Accord entre la FAO et la BIRD

21. Le Directeur général a rappelé l'accord récemment conclu entre la FAO et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui comporte des incidences profondes pour la région. Selon cet accord, les deux organisations collaboreront à l'identification, à l'établissement, à l'évaluation et au contrôle des résultats finals de projets touchant à l'agriculture et jugés susceptibles d'être financés par la Banque. Il a été créé à la FAO une petite équipe de spécialistes de différents domaines, qui ont pour rôle d'aider à élaborer et à exécuter le programme et les missions sur le terrain et qui peut faire appel à l'expérience de la FAO tout entière. Déjà, vingt-cinq missions environ auront été accomplies d'ici janvier 1965, dont deux en Extrême-Orient, et il est prévu d'en organiser trois ou quatre autres dans cette région. Parmi les projets entrepris figurent la participation à des études nationales d'importance fondamentale pour la détermination des prêts et de la Banque dans le domaine de l'agriculture, ainsi que des travaux de défrichement et de colonisation agraire, l'expansion de l'agriculture irriguée et le développement des cultures d'exportation. Une attention particulière est accordée au renforcement des établissements de crédit agricole. Les plans agricoles destinés à accroître la productivité des exploitations individuelles, la création de systèmes d'enseignement adaptés aux exigences du développement et d'autres projets devant contribuer à la croissance équilibrée et soutenue des économies nationales sont tous susceptibles d'être financés par la Banque.

Programme alimentaire mondial

22. Le Programme alimentaire mondial, qui est né d'une initiative de la FAO, est désormais entré dans sa seconde année d'exécution. Il a d'ores et déjà prouvé que l'aide alimentaire peut apporter une contribution notable au développement économique et social, particulièrement dans le domaine de l'agriculture. En outre, elle permet de faire participer directement les agriculteurs et leurs familles à des activités

occupant une main-d'oeuvre nombreuse et destinées à améliorer la situation économique et sociale des intéressés eux-mêmes. Des projets représentant plus de 19 millions de dollars ont été approuvés pour la région, dont un projet régional d'aide pour l'aménagement du Bassin inférieur du Mékong. Le Directeur général est convaincu que le Programme alimentaire mondial sera prolongé au-delà de la période expérimentale et que son élargissement en fera une source d'assistance toujours plus importante pour les Etats Membres.

Energie atomique

23. A propos de la Division mixte FAO/AIEA, récemment créée à Vienne, le Directeur général a dit qu'elle avait pour rôle d'assurer la pleine utilisation des services techniques des deux organisations. Cette division collaborant étroitement avec les autres divisions techniques des deux institutions s'occupera de la planification, de la programmation et de la coordination générales des activités concernant l'application de l'énergie atomique en agriculture.

Développement des pêches

24. Le Directeur général a exposé les mesures qu'il entend prendre pour mettre en oeuvre la recommandation de la douzième session de la Conférence de la FAO, tendant à ce que l'Organisation assume à l'avenir la place de chef de file parmi les organismes intergouvernementaux chargés d'encourager l'exploitation rationnelle du poisson et des autres ressources des mers. Le poisson et les produits qui en sont tirés ont toujours tenu une place importante dans l'alimentation des peuples d'Asie et d'Extrême-Orient où s'effectuent près de 40 pour cent des prises mondiales. A mesure que la pression de la population sur les terres disponibles s'intensifie, l'homme doit tirer de la mer des quantités accrues de nourriture, étant donné notamment que la production des pêches augmente plus vite que la population. Ce résultat est obtenu grâce à la mécanisation des bateaux, à l'utilisation d'engins plus perfectionnés et de techniques d'exploration, ainsi qu'à l'amélioration de la distribution, du traitement et du crédit. Toutefois, il subsiste de vastes zones où les méthodes de capture et de distribution du poisson demeurent très semblables à ce qu'elles étaient il y a des siècles. Le Directeur général a invité les délégués à réfléchir à la question et à formuler des recommandations spécifiques, à la lumière des diverses résolutions et propositions du Conseil indo-pacifique des pêches, qui vient juste de tenir sa onzième session.

Forêts

25. En Asie et en Extrême-Orient, la contribution du secteur forestier au développement doit être considérée dans le cadre plus large du processus général d'expansion. Une croissance économique soutenue suppose une augmentation considérable des disponibilités de sciages, de papier, de bois rond et de presque tous les autres types de produits forestiers. D'ores et déjà, la consommation régionale de produits de l'industrie du bois dépasse largement l'équivalent de 100 millions de mètres cubes de bois par an et, d'ici 1975, elle montera probablement à 185 millions de mètres cubes. Aux prix courants, la région aura alors besoin de produits forestiers pour un milliard de dollars de plus qu'en 1960. On a estimé d'autre part qu'en 1975, les régions développées du monde devront, au total, accroître d'un milliard de dollars leurs importations de produits forestiers pour couvrir leurs besoins. Il n'y a aucune raison pour que la région n'ait pas une part importante de cette expansion du marché, car son climat convient aux forêts artificielles d'essences à croissance rapide.

Nutrition

26. Des projets de nutrition appliquée, visant à accroître à l'échelon du village la production et la consommation d'aliments à haute teneur protéique, ont été entrepris en Inde, en Thaïlande et en Indonésie, avec la collaboration du FISE et de l'OMS. Une attention considérable est également accordée à l'éducation et à la formation

professionnelle laitières et on peut citer notamment à cet égard le cours de perfectionnement inter-régional en laiterie organisé par le Danemark et l'Inde et divers centres nationaux, par exemple aux Philippines, à Taïwan et au Népal, qui sont financés par le Fonds spécial ou le PEAT. Le FISE et l'aide bilatérale ont assuré l'équipement de nombreuses usines de traitement du lait de consommation, dont la consommation se répand de plus en plus. Le Directeur général estime toutefois indispensable de mieux coordonner les efforts d'assistance technique dans ce domaine et de considérer le développement de l'industrie laitière comme partie intégrante de l'amélioration de la production végétale.

Problèmes démographiques

27. Le Directeur général a observé que les données concrètes du problème de la faim et de la malnutrition ont été portées à l'attention de tous les gouvernements de la région. Si l'on ne parvient pas à relever substantiellement la production agricole, l'accroissement démographique se traduira inéluctablement par une augmentation incessante du nombre des sous-alimentés et des mal nourris. C'est là une question qui mérite d'être attentivement considérée.

Campagne contre la faim

28. Après avoir évoqué les problèmes régionaux de l'alimentation dans le contexte de la croissance démographique, le Directeur général a réaffirmé l'importance de la Campagne mondiale contre la faim, lancée par la FAO il y a quatre ans. Par son réseau de comités nationaux et locaux et par le biais des organisations gouvernementales et non gouvernementales participantes, la Campagne s'efforce d'accélérer et d'intensifier tous les efforts dans le domaine des responsabilités internationales de la FAO. Elle représente essentiellement un mouvement éducatif, qui se propose de montrer aux gens comment ils peuvent eux-mêmes améliorer leur condition économique et sociale, préalable indispensable à l'application efficace de la science et de la technologie.

29. Le Directeur général a rappelé aux délégués que le Congrès mondial de l'alimentation avait invité tous les pays à donner un caractère permanent à leurs comités nationaux de la Campagne, et ceci jusqu'à ce que la faim ait été vaincue. A sa dernière session, le Conseil de la FAO a recommandé de poursuivre la Campagne au moins jusqu'en 1970, date où s'achèvera la Décennie pour le développement, et d'examiner ensuite si la Campagne devait être ultérieurement prolongée. De même, le Conseil économique et social des Nations Unies, à sa session d'août 1964, a instamment invité tous les gouvernements, les Nations Unies et les institutions spécialisées, ainsi que les organisations non gouvernementales participant à la Campagne, à intensifier la lutte contre la faim durant toute la Décennie pour le développement.

30. L'Appel à la mobilisation mondiale des jeunes, qui sera lancé alors que la FAO et les Nations Unies entreront dans leur vingt et unième année, en octobre 1965, proposera toute une gamme de moyens permettant aux gouvernements d'aider la jeunesse à donner à son enthousiasme la forme d'une action constructive. Les associations mondiales d'étudiants et de jeunes, aussi bien non gouvernementales que patronnées par l'UNESCO, ont promis leur appui à cet effort et ont proposé un programme d'action en dix points "jeunesse et développement", dont elles ont recommandé la réalisation durant l'appel pour la CMCF. Le Directeur général a exprimé l'espoir que la première Semaine de lutte contre la faim en Asie et en Extrême-Orient, qui se déroulera du 23 au 30 novembre 1964, fournirait immédiatement l'occasion d'intensifier la participation des jeunes à la Campagne, pour préluder à l'Appel à la jeunesse mondiale qui débutera un an après.

31. En conclusion, le Directeur général a rappelé aux délégués que le monde se trouvait face à une crise sans précédent. Il a demandé de ne pas relâcher l'effort de relèvement de la productivité agricole, afin qu'il soit possible de nourrir convenablement l'humanité d'aujourd'hui et celle de demain.

Exposés nationaux

Production agricole

32. Après avoir examiné la situation et les perspectives de l'alimentation et de l'agriculture dans la région, telles qu'elles avaient été exposées par le Directeur général et analysées dans un document qui lui était soumis (FERC/64/2), la Conférence a entendu des exposés des délégués sur la situation dans leurs pays respectifs. Il ressort de l'examen général auquel elle a procédé que, depuis la dernière Conférence régionale, la croissance de la production agricole de la région* s'est ralentie. Au total, les efforts des pays se sont traduits par de minces progrès, en contraste marqué avec la rapidité de l'accroissement démographique. En conséquence, les fortes importations de denrées alimentaires continuent à drainer les faibles réserves de devises étrangères et entravent ainsi le développement économique.

33. La production vivrière de la région a réalisé certains gains au titre des céréales et des plantes-racines, mais elle n'a guère progressé en ce qui concerne les légumes secs, le sucre et les oléagineux. La production de riz de 1962/63 a été défavorable dans l'ensemble, sauf dans les pays exportateurs, ainsi qu'au Japon et à Ceylan. La superficie rizicole en Birmanie a retrouvé en 1963 son niveau d'avant-guerre. En 1963/64, la production de riz s'est en général améliorée, notamment en Inde, en Corée, au Pakistan, en Thaïlande et au Viet-Nam. La production de blé a augmenté dans les pays producteurs, sauf au Japon durant la première année considérée et au Japon et en Inde durant la deuxième.

34. La production de l'élevage semble n'avoir progressé que dans peu de pays, par exemple au Japon pour le lait et au Japon et aux Philippines pour la viande de porc. En 1963/64, toutefois, le Japon a signalé un ralentissement inattendu du taux d'augmentation de la production animale.

35. Si l'on excepte les gains notables signalés par l'Inde et le Pakistan pour la production cotonnière, les cultures commerciales n'ont au total guère progressé. En Birmanie, la situation de ces cultures a été généralement satisfaisante. La production et les rendements du thé et du caoutchouc se sont améliorés à Ceylan et le Pakistan a eu une bonne récolte de canne à sucre. En Inde, cette dernière récolte s'est réduite en 1962/63, mais elle a repris l'année suivante. La production régionale de thé a diminué en 1962/63, mais en 1963/64, Ceylan a réalisé une récolte sans précédent et le Pakistan a également enregistré un certain progrès. La production pakistanaise de jute a légèrement diminué durant l'une et l'autre années.

Consommation alimentaire et nutrition

36. Les disponibilités alimentaires totales brutes de la région ont légèrement tendance à s'accroître depuis quelques années, mais les importations alimentaires augmentent beaucoup elles aussi. Dans certains pays, comme l'Inde, l'écart entre les besoins et les disponibilités de céréales pour la consommation humaine s'est particulièrement creusé. L'Indonésie met l'accent sur l'utilisation d'autres aliments glucidiques en remplacement du riz et une campagne nationale a été entreprise pour l'utilisation de tous les types de denrées alimentaires disponibles. Au Pakistan, les disponibilités alimentaires nettes par habitant ont augmenté durant la période actuelle du plan, par rapport à la période précédente. Toutefois, elles sont restées stationnaires durant les premières années du plan (sauf en 1962/63) et on les juge encore inférieures aux besoins.

37. La valeur calorique des régimes nationaux moyens est restée stationnaire ou a même légèrement baissé dans la plupart des pays d'Asie, sauf au Japon. La qualité des régimes, exprimée en protéines animales, est encore moins satisfaisante. De nombreux

* Non compris l'Océanie et la Chine continentale.

pays indiquent qu'ils entreprennent des programmes spéciaux de production de fruits et légumes et de développement de la pêche et du petit élevage pour améliorer la qualité de l'alimentation.

38. Avec l'assistance du Fonds spécial des Nations Unies et de la FAO, un Centre de recherche et de développement en matière de technologie alimentaire sera organisé d'ici peu en Malaisie, pour aider à la planification de la production et du traitement des produits alimentaires.

39. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui produisent efficacement certains des aliments dont les populations de l'Asie du Sud et de l'Est ont un tel besoin, se sont déclarées désireuses de développer leur commerce agricole avec ces pays. Des efforts gouvernementaux tendant à améliorer et à diversifier les régimes alimentaires locaux ont été signalés par le délégué de la France pour la Nouvelle Calédonie et la Polynésie française. Le délégué des Etats-Unis a fait état d'une étude que son gouvernement vient de terminer sur les bilans alimentaires de douze pays d'Extrême-Orient et d'Océanie. Ces quatre délégués ont dit que leurs pays étaient disposés à poursuivre l'octroi de l'assistance financière et technique, notamment en ce qui concerne la recherche et la formation professionnelle en matière de nutrition.

Commerce international des produits agricoles

40. Les importations alimentaires des pays de la région ont fortement augmenté. A Ceylan, par exemple, bien que la production de riz se soit accrue de 70 pour cent depuis dix ans, la moitié des tonnages nécessaires doit encore être importée. En 1963, les produits alimentaires ont représenté 42 pour cent de la valeur globale des importations à Ceylan, 25 pour cent en Polynésie française et 10 pour cent aux Philippines. Les importations de céréales de ces dernières années ont également été considérables en Inde, en Corée, au Pakistan et aux Philippines.

41. Comme on l'a déjà dit, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont déclarées vivement désireuses de développer leurs échanges de produits agricoles avec les pays de l'Asie du Sud-Est. La venue à Manille de la première mission commerciale néo-zélandaise envoyée en Asie du Sud-Est a coïncidé avec l'ouverture de la Conférence. Au Japon, les importations agricoles ont doublé de 1958 à 1963, mais la contribution des pays asiatiques à ces importations a augmenté de 120 pour cent pendant la même période. La libéralisation croissante des échanges de la part du Japon a suscité pour les agriculteurs de ce pays certaines difficultés que le Gouvernement essaie de pallier en améliorant la productivité agricole par l'accroissement de la taille des exploitations et par le développement de la mécanisation.

42. De nombreux délégués se sont inquiétés du fléchissement persistant des termes de l'échange de la plupart des produits agricoles non transformés, qui affecte la principale source des devises dont les pays ont besoin pour payer leurs achats de biens de capital et autres moyens de développement. Bien que les cours des principales exportations agricoles de son pays aient récemment évolué de façon favorable, le délégué de l'Australie a exprimé la crainte que l'amélioration des recettes en résultant ne soit que passagère. De nombreux délégués ont souscrit aux recommandations formulées en 1964 par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tendant à une meilleure intégration des échanges entre pays industrialisés et pays en voie de développement et à la création d'un dispositif permettant de suivre en permanence la question. Le rôle actif qu'a joué la FAO à cette Conférence de Genève a été largement reconnu.

43. Les problèmes de commerce international, tels que balances nationales des paiements, évolution des cours internationaux des grands produits et avantages de l'exportation de produits agricoles transformés sur celle des mêmes produits à l'état brut, sont examinés plus en détail dans une section particulière du présent rapport. A cet égard, le délégué de la Nouvelle-Zélande a fait état de l'expérience de son pays, d'où il ressort que les progrès réalisés grâce aux exportations de produits à l'état

brut doivent être complétés par la création d'industries fabriquant et exportant des articles manufacturés à partir de matières premières agricoles de production locale. De nombreux délégués ont reconnu qu'il fallait abaisser les coûts de production et accroître l'efficacité du traitement des produits de l'agriculture, des pêches et des forêts, en raison de la concurrence croissante qui se manifeste sur les marchés mondiaux.

Plans et politiques de développement agricole

44. Depuis la dernière Conférence régionale, quelques pays tels que Sabah et Sarawak (qui sont maintenant membres de la Fédération de Malaisie) ont lancé de nouveaux plans globaux de développement, mais les gouvernements de nombreux pays, tels la Birmanie, Ceylan, l'Indonésie, la Corée, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam, ont entrepris de revoir ou de réorienter les leurs. Dans la plupart des cas, cela aboutit à accorder à l'agriculture une priorité plus élevée. Dans le plan indien actuellement en cours, l'agriculture et les activités qui s'y rattachent ont bénéficié d'emblée d'une telle priorité. En Polynésie française et en Nouvelle Calédonie, le troisième plan en cours consacre respectivement 21 et 32 pour cent de ses ressources au développement des activités agricoles, forestières et de la pêche. Divers plans futurs comme ceux qu'élaborent actuellement l'Inde, la Corée et le Pakistan, semblent également faire une place importante à l'agriculture.

45. Dans certains cas, les progrès évalués d'après le pourcentage de réalisation des objectifs, sont encourageants; au Pakistan par exemple, la plupart des objectifs du plan actuel ont été atteints avec un an d'avance sur les prévisions, sauf pour le thé et le jute, tandis qu'à Ceylan, les programmes de rénovation des plantations de thé, d'hévéas et de cocotiers ont été menés à bien. Dans d'autres pays, comme au Laos, les conditions d'insécurité ont empêché la réalisation complète du plan en cours.

46. La Nouvelle-Zélande n'a pas de plan général, mais des plans à long et à moyen termes sont établis pour certains secteurs et sous-secteurs. Une Conférence du développement agricole a été instituée dans ce pays, afin de déterminer les accroissements de production à réaliser pour atteindre les objectifs d'exportation fixés ou estimés pour des périodes pouvant atteindre dix ans.

47. Quelques détails ont été donnés sur le financement des plans de développement. Le délégué de la Nouvelle-Zélande a dit que son pays était importateur net de capitaux. Celui de l'Indonésie a souligné que des investissements étrangers seraient très utiles pour les plans de développement qui visent dans son pays à accroître les productions destinées à l'exportation. Il a également recommandé de compléter les formes habituelles d'aide extérieure par la fourniture de biens d'équipement et il a préconisé une simplification des procédures à suivre pour demander l'aide internationale, multilatérale ou bilatérale. On a fait l'éloge des projets du Programme alimentaire mondial et préconisé que des informations sur ces projets soient communiquées à tous les Etats Membres.

48. A quelques exceptions près, comme la Malaisie, la plupart des pays d'Asie souffrent d'une pénurie de terres arables, eu égard à la pression démographique. L'insuffisance des capitaux et l'abondance de main-d'œuvre non qualifiée caractérisent la plupart d'entre eux, hormis le Japon, mais, malgré ces différences et d'autres particularités locales, les problèmes du développement agricole présentent de grandes analogies. Les principaux types de mesures de développement dont les délégués ont fait état dans leurs exposés ont été groupés dans les rubriques ci-après :

i) Mesures techniques de relèvement de la production et de la productivité

49. Les programmes d'irrigation de plus ou moins grande envergure ont été considérés comme la clé du développement agricole dans une grande partie de la région, par exemple en Inde, où les terres dont l'irrigation est assurée représentent moins d'un

cinquième de la superficie cultivée. Au cours des trois premières années du plan en cours, non seulement la superficie irriguée par de grands ouvrages a été augmentée, mais encore 2,4 à 3,2 millions d'hectares ont bénéficié de la construction de petits réseaux. La vulgarisation, le crédit et d'autres stimulants doivent amener les agriculteurs à exploiter davantage le potentiel d'irrigation encore inutilisé. Les exposés concernant la Birmanie, Ceylan, la Corée, le Laos et le Pakistan ont fourni d'autres exemples de la place importante accordée aux travaux d'irrigation, petits et grands. Pour remédier à la grave pénurie d'eau qu'a récemment connue Hong Kong, de nouveaux puits pour l'irrigation sont actuellement forés avec l'aide du Gouvernement, entre autres mesures, et seule l'eau non potable est appliquée aux cultures.

50. Les recherches sur les superficies cultivables et leur expansion sont un élément important de nombreux plans. En 1963, on a terminé à Ceylan une enquête sur les terres à paddy de la totalité de l'île. En Corée, une enquête sur les terres agricoles, menée avec l'assistance du FSNU et de la FAO a montré que la restauration des sols permettrait de gagner près de 500 000 hectares de terres arables. La Birmanie a augmenté ses superficies cultivées, dans le cadre d'un programme de mécanisation. Au Pakistan, deux des grands projets prévus dans le plan de lutte contre la salinité et la saturation des terres par l'eau doivent permettre la restauration de 840 000 hectares. A Hong Kong, où les terres arables sont rares, une grande partie de l'expansion urbaine s'effectue sur des superficies gagnées soit sur la mer, soit par l'aménagement de terrasses sur les pentes de collines dénudées.

51. Nombre de pays portent une attention accrue à la conservation des sols, notamment dans les bassins versants. La plupart des plans de développement accordent une place importante aux problèmes de fertilité et, par voie de conséquence, à l'intensification de l'emploi des engrais chimiques. Dans certains pays, comme l'ont indiqué la Birmanie, Ceylan, les îles Fidji, le Pakistan, le Viet-Nam et quelques autres, la distribution des engrais est subventionnée par le Gouvernement. A Ceylan, la consommation d'engrais par la riziculture est passée de 20 000 tonnes en 1959/60 à 55 000 tonnes en 1963/64, alors que les besoins sont estimés à 200 000 tonnes. Certains délégués ont mentionné, parmi les principaux obstacles à une utilisation plus large des engrais, leur prix élevé et l'insuffisance des disponibilités nationales. Pour parer à cette insuffisance, aussi bien d'engrais que de semences, de pesticides, de machines agricoles, de pompes et d'autres matériels, il a été proposé de créer dans les États Membres des sociétés agro-industrielles, qui stimuleront la production de ces articles en passant à l'industrie des commandes fermes et en fournissant aux agriculteurs du matériel en location-vente ou à d'autres conditions favorables.

52. La quasi-totalité des plans de développement agricole prévoient un effort dans le domaine des semences et autres matériels végétatifs, effort qui doit porter aussi bien sur la recherche que sur la distribution. L'emploi de meilleures pratiques culturales a été également cité dans de nombreux exposés comme facteur fondamental du progrès agricole. L'augmentation de la production du riz en Corée et les récoltes exceptionnelles de thé réalisées à Ceylan ces dernières années ont été attribuées surtout à l'emploi de telles méthodes. En Thaïlande, un projet de développement de la production de caoutchouc, dont l'exécution doit commencer en 1965 avec l'aide du FSNU, vise à abaisser les coûts par la modernisation des techniques. Enfin, le délégué de la France a souligné l'importance des travaux concernant le cocotier en Polynésie française et aux Nouvelles Hébrides et de recherches appliquées en agronomie, économie rurale et océanographie poursuivies au profit de la région par l'Office de la Recherche scientifique et technique d'outre-mer.

ii) Diversification de la production

53. La nécessité de diversifier la production afin de mieux équilibrer l'alimentation, de rendre l'économie moins étroitement dépendante d'une ou deux cultures d'exportations, d'occuper davantage la population rurale et de faire face à l'évolution de la demande, a été discutée en détail lors des conférences régionales antérieures.

En même temps, on avait souligné la difficulté de modifier les structures actuelles de la production. Néanmoins, la diversification de l'agriculture a réalisé quelques progrès dans certains pays.

54. De nombreux exposés ont mentionné les encouragements donnés à la production de fruits et de légumes. Des programmes de diversification destinés à briser la monoculture du riz sont en cours d'exécution en Birmanie, en Corée et en Thaïlande. Dans ce dernier pays, il faut signaler l'effort qui a abouti à porter le maïs au troisième rang des cultures après le riz et le caoutchouc, cette production étant destinée à être exportée surtout vers le Japon, mais aussi vers la Malaisie, Hong Kong et Singapour. En Malaisie, les politiques appliquées ont favorisé l'exploitation de matières premières agricoles nouvelles pour l'industrialisation et l'exportation, afin d'atténuer la dépendance excessive du pays vis-à-vis de sa production de caoutchouc. Des cultures nouvelles, telles que le cacao et les épices pour l'exportation, ont été encouragées à Ceylan. L'agriculture de Hong Kong est en phase de transition entre une économie traditionnellement basée sur le riz et une économie essentiellement maraîchère.

55. La plupart des pays accordent une place éminente au développement de l'élevage, comme facteur important de diversification. Au Japon, l'évolution à long terme de l'agriculture vers une production animale accrue se poursuit, en raison de la forte demande de produits de l'élevage. De nouveaux programmes de zootechnie ont été entrepris aux îles Fidji, en Polynésie française, en Nouvelle Calédonie et au Laos. Au Laos, la création, avec l'assistance du Japon, d'une station expérimentale d'agronomie et de zootechnie qui enseignera également aux agriculteurs les techniques combinées de ces deux domaines a été récemment décidée par les deux gouvernements. Un centre de recherche et de formation en matière d'aviculture s'est ouvert en Birmanie, grâce à des fonds de la CMCF. La Corée, les Philippines et la Thaïlande ont signalé que l'élevage progressait lentement, à l'exception de celui des porcins. En Corée, le principal obstacle est la pénurie de fourrages et le gouvernement conduit actuellement des enquêtes et des études pour résoudre le problème. En Thaïlande, les progrès sont subordonnés à l'introduction de reproducteurs de qualité. Un projet pilote d'élevage de bovins de boucherie, terminé en 1964, visait à déterminer la valeur des différentes races bovines pour la production de viande.

iii) Stimulants et réformes institutionnelles

56. La question des stimulants économiques et sociaux - soutien des prix, organisation du crédit et de la commercialisation, vulgarisation, éducation et encouragements aux coopératives - constituait le thème principal de la Conférence et elle est donc traitée plus amplement dans une autre section, de sorte que l'on ne trouvera ici qu'un bref résumé des informations nouvelles fournies sur les activités dans ces domaines.

57. En ce qui concerne les politiques de prix à la production, il faut signaler entre autres, qu'en Birmanie et à Ceylan, les systèmes de prix minimums garantis et de prix de soutien ont été étendus à un grand nombre de produits. De nouveaux prix de soutien pour les céréales alimentaires ont été récemment fixés en Inde. En Nouvelle-Zélande, en raison du risque d'inflation que comportent les cours élevés de la laine, le Gouvernement a organisé un plan de blocage volontaire des recettes fournies par la laine, selon lequel les producteurs déposent en banque une partie de ces recettes et ne la retirent qu'au bout d'un certain temps.

58. En dépit d'efforts renouvelés pour développer les politiques de crédit et de commercialisation, les agriculteurs des pays neufs demeurent fortement tributaires des prêteurs privés. Ceylan a entièrement révisé son système de crédit agricole et a institué l'octroi d'avances de commercialisation sur les récoltes sur pied, afin de s'opposer aux pratiques des intermédiaires. Le système de crédit et de coopératives est en cours de réorganisation en Malaisie et l'on étudie la possibilité de créer une banque populaire. En Inde, une Caisse nationale de refinancement agricole doit fournir du crédit à moyen et à long terme pour des projets spéciaux qui ne peuvent être financés par les voies ordinaires. L'organisation du crédit, de la commercialisation

et de la vulgarisation dans les territoires de Papua et de Nouvelle Guinée a connu des difficultés spéciales par suite de la structure tribale propre à leurs populations.

59. Pour faire face à une situation particulièrement tendue des approvisionnements et de la commercialisation, il sera créé prochainement en Inde un Office commercial des céréales alimentaires, qui se livrera au commerce d'Etat de ces céréales en se conformant aux principes du commerce ordinaire. Cet organisme s'occupera des céréales importées, mais aussi d'une proportion croissante des céréales de production nationale commercialisées. Il aura les moyens voulus pour acheter des céréales alimentaires aux producteurs et aux négociants. En Malaisie, un Office central de commercialisation, chargé de contrôler et d'assurer le marketing et le traitement des produits agricoles, est en cours de création.

60. L'expérience prouve que les agriculteurs réagissent davantage aux mesures de soutien des prix et autres stimulants lorsqu'ils accèdent à la propriété de la terre, ou sont assurés d'une plus grande sécurité d'occupation. Pour le délégué du Népal, la réforme agraire est l'"unique programme" capable d'inciter les exploitants laborieux à accroître leur production et la FAO devrait créer une commission internationale chargée de fournir une aide technique et matérielle aux pays qui procèdent à une telle réforme. Un nouveau code de la réforme agraire, visant surtout à abolir le métayage, a été récemment promulgué aux Philippines. A Ceylan, la loi sur les terres à paddy a été améliorée et étendue à la totalité du pays, pour assurer la sécurité de tenure et protéger les petits propriétaires. Le Japon a accordé une place de choix à l'amélioration de la structure agricole, qui vise à relever le revenu des exploitants par le développement sélectif de la demande de produits agricoles, par des opérations de remembrement subventionnées par le gouvernement et destinées à accroître la superficie des petites exploitations anti-économiques, enfin par l'introduction de divers types de machines et autres moyens auxiliaires.

61. Tous les pays ont reconnu que la vulgarisation et la formation professionnelle étaient indispensables pour mettre les agriculteurs en mesure d'utiliser pleinement l'assistance financière et technique qui leur est fournie. La Malaisie a encouragé les associations d'agriculteurs, comme moyen de diffuser des informations techniques et elle a entrepris une campagne nationale d'alphabétisation dans les régions rurales. Au Laos, des équipes de vulgarisateurs sont associées aux travaux d'irrigation, afin d'assurer l'utilisation des ouvrages. Aux îles Fidji, on a essayé de "diluer" les faibles effectifs du personnel qualifié en envoyant sur le terrain les membres du Département de l'agriculture ayant une expérience pratique. En Inde, les vulgarisateurs sont surtout affectés au mouvement de développement communautaire, mais on reconnaît que l'insuffisance relative de leur formation constitue un inconvénient majeur.

62. L'application de "programmes tout compris", technique désormais bien connue et consistant à fournir de façon intégrée tous les facteurs de production aux exploitants de certaines régions, où sont réunies de bonnes conditions de démarrage, s'est poursuivie en Inde et au Pakistan et a récemment débuté au Laos.

iv) Problèmes de main-d'oeuvre et de réinstallation

63. Une attention particulière a été consacrée aux problèmes de main-d'oeuvre, tels que les plans de réinstallation dans les zones rurales, par exemple au Laos pour les réfugiés et au Viet-Nam pour les membres des tribus habitant les forêts des hautes terres et pratiquant la culture sur brûlis. Afin de mettre au travail la main-d'oeuvre rurale sous-employée, la Corée a entrepris de vastes projets de développement comportant la remise en valeur des terres et l'amélioration sylvicole, tandis que la Malaisie se propose de mettre l'accent sur les industries de transformation dans les zones rurales. Par contre, l'exode rural et la raréfaction de la main-d'oeuvre agricole constituent un problème présentant diverses nuances au Japon, en Polynésie française, en Nouvelle Calédonie et en Nouvelle-Zélande. Avec des zones urbaines gravement surpeuplées, l'économie de Hong-Kong a créé un secteur de la pêche et de

l'agriculture de petite taille, mais de grande utilité. Comme l'a dit le délégué du Royaume-Uni, il se peut que Hong-Kong préfigure ce que seront, dans les années suivant l'an 2000, des parties bien plus vastes de la terre.

v) Pêches

64. Etant donné l'importance spéciale des produits de la pêche pour la nutrition de la région, nombre de délégués ont insisté sur la mise en valeur des ressources des pêches dans le contexte du développement économique. Divers pays, tels que Ceylan, l'Inde, la Corée, les Philippines, la Thaïlande et le Viet-Nam, signalent une progression notable des prises. Toutefois, malgré l'accroissement des disponibilités, les prises bien souvent n'assurent pas l'auto-suffisance. En Nouvelle-Calédonie et Polynésie française, la pêche fournit en abondance du poisson pour la consommation locale.

65. L'utilisation de bateaux à moteur et d'engins de pêche modernes se développe dans la plupart des pays de pêche maritime. A Ceylan, il a été créé un nouvel office des pêches, qui se livrera à la grande pêche motorisée. La pêche à la seine commence à être adoptée aux Philippines, tandis que le Pakistan n'épargne aucun effort pour motoriser les embarcations et aménager des ports de pêche.

66. La commercialisation du poisson reçoit désormais plus d'attention dans les pays d'Asie, par exemple en Birmanie, à Hong Kong, en Inde, en Corée, au Pakistan, aux Philippines et au Viet-Nam, et certains d'entre eux encouragent la commercialisation par les coopératives de pêcheurs. Le Pakistan construit de nouveaux entrepôts frigorifiques et de nouvelles installations de traitement du poisson.

67. L'assistance aux pêcheurs a comporté l'octroi de prêts, par exemple en Birmanie, et la fourniture de matériel sans droits de douane, comme au Pakistan. De nombreux pays voudraient améliorer la formation professionnelle des pêcheurs. En Corée, le Centre de formation pour la pêche hauturière de Pusan a été créé avec l'assistance technique de la FAO et l'aide financière du FSNU. Un autre projet de développement de la pêche hauturière, également appuyé par le FSNU et par la FAO, prévoit la fourniture d'experts et d'équipement moderne pour la formation des pêcheurs aux Philippines.

68. Il a été reconnu que les pêches intérieures, comme celles de l'Inde et de la Corée, constituent pour la région une autre ressource alimentaire potentielle qui mérite d'être mise en valeur.

vi) Forêts

69. Divers plans de développement attestent l'attention accrue actuellement portée aux ressources forestières en vue de la conservation des sols et des eaux et pour la production de bois d'oeuvre, de pâte et de papier. La Birmanie attribue une haute priorité à ce secteur et ses exportations de produits forestiers viennent juste après ses exportations de produits agricoles. La Corée a signalé les progrès satisfaisants de son programme de boisement. A Ceylan, les superficies plantées de variétés améliorées productrices de bois d'oeuvre ont augmenté, tandis qu'une importance particulière est maintenant accordée à la plantation de résineux (pour la fabrication d'allumettes, de caisses, etc.). Les progrès sont plus lents au Pakistan, aux Philippines et au Viet-Nam et, dans certains pays, les importations de bois d'oeuvre ont été considérables.

70. La recherche forestière progresse dans la région. En Corée, où le programme de reboisement présente une importance particulière, une enquête forestière s'exécute avec l'aide de la FAO et du FSNU. Une station de recherche forestière a été créée en Nouvelle-Calédonie.

III. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE LA FAO DANS LA REGION

71. Présentant son rapport sur la mise en oeuvre du programme de la FAO dans la région, le Représentant régional a rapidement examiné le travail de la Division mixte de l'agriculture FAO/CEAEO, ainsi que celui des commissions et conseils régionaux, dont plusieurs se sont réunis juste avant la Conférence. Il a également résumé les principales recommandations de ces organismes.

72. Il a indiqué que les activités au titre des divers programmes sur le terrain, du PEAT, du FSNU, etc., avaient pris beaucoup d'extension durant la dernière période biennale, contribuant ainsi au développement agricole des pays desservis par la FAO.

73. Le Représentant régional a ensuite exposé ce qu'a fait la FAO pour aider à la diversification de l'agriculture et à l'amélioration de la production agricole. Il a parlé du progrès des efforts menés par les gouvernements pour nourrir leurs populations croissantes et a souligné la nécessité d'y associer étroitement les producteurs agricoles. Il a suggéré que des ressources plus importantes soient affectées à l'agriculture et a souligné l'importance de ce secteur comme source de devises étrangères. Pour terminer, il a rappelé aux pays qu'en préparant les demandes d'assistance qu'ils adressent à la FAO, ils devaient veiller attentivement à l'ordre des urgences, car la FAO ne dispose que de moyens limités pour y répondre.

74. La Conférence s'est déclarée satisfaite du travail effectué par l'Organisation et des efforts accomplis pour donner suite aux recommandations de la sixième Conférence régionale et de la douzième session de la Conférence de la FAO. On a fait l'éloge des activités de la Division mixte de l'agriculture FAO/CEAEO, qui, malgré un personnel très limité, a apporté une utile contribution à l'étude des problèmes d'économie agricole régionaux. D'excellentes études ont été publiées sur les établissements régionaux de crédit et de financement agricoles, sur les rapports entre le développement agricole et l'industrialisation en Chine et sur la relation capital/produit dans l'agriculture asiatique.

75. La Conférence a également estimé que la radiodiffusion agricole était un bon moyen d'informer aussi bien les populations rurales que les vulgarisateurs. Elle a pris note des rapports des sessions tenues peu de temps auparavant par la Commission internationale du riz, la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique et le Conseil Indo-Pacifique des pêches, mais elle a estimé qu'ils étaient trop récents pour qu'il soit actuellement possible de les commenter.

76. Individuellement, diverses délégations ont soulevé des points particuliers se rapportant aux domaines d'activités de la FAO, comme suit :

- a) Il est nécessaire d'orienter les ressources limitées de la FAO de manière à aider les pays en voie de développement à résoudre leurs problèmes pratiques de production alimentaire et agricole;
- b) Il a été proposé d'organiser un système convenable pour l'échange de matériel végétatif, notamment en ce qui concerne les cultures herbagères et fourragères, afin de contribuer au progrès de l'élevage dans la région;
- c) Il faudrait clairement indiquer aux Etats Membres leurs responsabilités dans le cadre du Recensement mondial de l'agriculture de 1970, afin qu'ils prévoient dans leurs budgets des fonds suffisants pour la formation préalable du personnel du recensement;
- d) Le Directeur général a été invité à examiner la possibilité d'accroître le nombre des spécialistes régionaux affectés dans différents pays de la région;

- e) L'excellent travail accompli par la FAO dans le domaine de la lutte contre le criquet pèlerin a été noté et on a proposé d'organiser une action analogue contre les maladies du riz, en se préoccupant particulièrement d'organiser une équipe de pulvérisations aériennes dotée du matériel voulu et pouvant se déplacer d'un pays à l'autre;
- f) La proposition tendant à la création rapide d'un Fonds d'intervention d'urgence contre les maladies du bétail a été appuyée et l'opinion a été que cette proposition trouverait un soutien vigoureux auprès de tous les Etats Membres de la région;
- g) Il conviendrait de continuer à aider les Etats Membres à exécuter leur réforme agraire, en mettant rapidement sur pied un Institut de recherche et de formation sur les problèmes agraires. On a mentionné la réunion conjointe FAO/ONU sur les régimes fonciers dans le monde, qui doit être organisée en 1966.

PRINCIPALES QUESTIONS DE POLITIQUE INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT
DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION

IV. CONGRES MONDIAL DE L'ALIMENTATION ET ORIENTATION FUTURE DE LA
CAMPAGNE MONDIALE CONTRE LA FAIM

77. Le Coordonnateur de la CMCF a informé la Conférence qu'à sa quarante-troisième session, le Conseil de la FAO avait accepté le rapport de son Comité plénier sur l'avenir de la Campagne mondiale contre la faim, et, en particulier, la recommandation de ce Comité tendant à prolonger la Campagne au moins jusqu'en 1970. Le Conseil a souligné que toutes les mesures prises par les gouvernements et par les peuples pour lutter contre la faim devaient s'inscrire dans le cadre de la Campagne et que l'objectif fondamental de celle-ci dans les pays en voie de développement était d'inciter les gouvernements et la population à organiser des programmes efficaces pour vaincre la faim et la malnutrition. Dans les pays développés, d'autre part, la Campagne doit essentiellement viser à stimuler tous les efforts d'assistance aux pays en voie de développement.

78. A sa trente-septième session, l'ECOSOC a lui aussi approuvé à l'unanimité les activités de la FAO au titre de la Campagne et invité les gouvernements et les autres organisations à intensifier leurs efforts.

79. Le Coordonnateur a exposé les grandes lignes de la proposition préliminaire du Directeur général tendant à la création d'un Institut international du développement agricole; il a évoqué les problèmes du crédit aux petits et moyens exploitants et il a informé la Conférence des premières mesures prises par le Directeur général en vue de la préparation d'un Plan indicatif mondial pour l'agriculture.

80. Le Coordonnateur a souligné que les pays devaient constituer pour la Campagne des organes nationaux permanents et efficaces, comme l'a préconisé le Conseil de la FAO. Il a également dit qu'il fallait créer des sous-comités de l'éducation, chargés d'aider à réorienter l'enseignement en fonction des objectifs du développement et d'organiser des activités éducatives extra-scolaires; après quoi, il a invité tous les pays à accroître l'efficacité de leurs mécanismes de planification et de coordination, pour garantir que l'assistance fournie par les organisations participant à la Campagne sera intégrée dans le cadre de plans nationaux de développement à long terme.

81. Enfin, le Coordonnateur a mis l'accent sur l'importance de la jeunesse pour le développement, car les jeunes constituent la principale ressource d'investissement des pays, et il a esquissé un programme d'action en vue de l'Appel à la mobilisation mondiale des jeunes.

82. La Conférence a souscrit au point de vue du Conseil de la FAO, selon lequel la Campagne contre la faim doit durer au moins jusqu'en 1970, c'est-à-dire pendant toute la Décennie des Nations Unies pour le développement. Pour certains, toutefois, il conviendrait de la poursuivre jusqu'à l'élimination totale de la faim, étant donné que quelques-uns des problèmes de la faim ont des racines trop profondes pour admettre une solution simple et qu'il faut également faire entrer en ligne de compte les aspects politiques, sociaux et culturels.

83. Les projets au titre de la Campagne jouent le rôle de catalyseurs des programmes nationaux et constituent un soutien précieux pour les politiques agricoles à long terme. La Campagne doit conserver son individualité et il faut pour cela renforcer les comités nationaux de la Campagne et en faire des organes permanents. Le caractère essentiellement éducatif de la Campagne a été souligné et l'on a estimé qu'il convenait d'en renforcer l'action sur le plan de l'information. Les délégués ont été d'accord pour penser que la Campagne devrait se poursuivre en tant qu'élément intégrant de la FAO, mais il est à craindre que l'image actuellement bien définie de la Campagne - celle d'une lutte contre la faim et la malnutrition - ne perde de sa netteté si l'on en élargissait le champ pour y englober également la lutte contre la maladie et l'ignorance. La FAO doit se concentrer sur la bataille contre la faim et la malnutrition, tout en coopérant avec les autres organisations qui combattent la maladie et l'analphabétisme. Il a été souligné que le dispositif national doit être représentatif de tous les groupes et bénéficier du soutien officiel.

Opérations de personne à personne

84. La Conférence a estimé que l'établissement de liens personnels solides apparaît comme un aspect utile de la Campagne. Alors que les programmes d'aide bilatérale et multilatérale sont souvent de caractère collectif et anonyme, les projets de personne à personne peuvent créer un climat d'intimité dans lequel l'assistance intergouvernementale gagne en efficacité. L'action des comités nationaux à l'appui de projets déterminés se trouve renforcée si l'on publie des rapports sur l'utilisation des fonds. Les contacts directs établis par les groupes confessionnels, les associations de jeunes, les clubs à fins sociales et les organisations analogues peuvent encourager la volonté des gens à s'aider eux-mêmes. Ces programmes trouvent un vigoureux appui auprès du public, étant donné qu'ils sont liés à un idéal religieux commun de dévouement et à l'exercice d'un leadership moral et spirituel.

85. Les délégués ont estimé que le "programme d'association", dans le cadre duquel les comités de certains pays ont établi entre eux des liens étroits, présentait des aspects hautement souhaitables. Il a été noté qu'un certain nombre de comités européens avaient adhéré à cette formule, qui permet d'instituer des rapports directs sans comporter d'incidences sur le plan de l'assistance économique et technique.

Plan indicatif mondial pour l'agriculture

86. La Conférence a approuvé l'idée d'un Plan indicatif mondial pour l'agriculture, que le Directeur général s'emploie actuellement à préparer. Ce plan offrira une perspective des niveaux futurs de la consommation et de la production et il centrera l'attention sur les mesures à prendre à l'échelon national et international pour atteindre, en matière de production, de commerce et de développement dans le secteur agricole, les niveaux plus élevés que suppose la réalisation des objectifs de la Campagne, afin d'accélérer le progrès des pays neufs. Certains délégués ont souligné qu'il importait de réunir et d'analyser systématiquement les statistiques et d'utiliser convenablement ces données et autres informations pour évaluer les progrès réalisés et préciser les besoins futurs.

Le problème du crédit

87. La Conférence a examiné le problème du crédit aux petits producteurs, question que le Directeur général étudie actuellement. Il a été déclaré que les mécanismes institutionnels devaient être radicalement modifiés et améliorés dans la plupart des

pays afin que le crédit disponible soit accessible aux exploitants rapidement, efficacement et à faible taux d'intérêt. A cet égard, l'action des gouvernements est indispensable, étant donné notamment l'opportunité de dispositifs pour l'octroi de crédit à long terme. Le problème n'est pas le manque de fonds, mais plutôt le fait que le crédit disponible n'est pas utilisé au mieux. Les délégués ont attaché une importance considérable aux études que la FAO consacre à la structure du crédit agricole et ils ont recommandé qu'elles soient poursuivies et élargies.

L'Appel à la mobilisation mondiale des jeunes

88. Les délégués ont exprimé leur intérêt et leur appui à l'égard des propositions du Directeur général concernant le lancement d'un Appel à la mobilisation mondiale des jeunes. La Conférence estime judicieux de faire porter l'accent sur les ressources humaines, en particulier celles que représentent les jeunes du monde entier, et elle a également approuvé la place accordée à la jeunesse dans la Décennie des Nations Unies pour le développement. Le programme proposé offre une grande latitude d'adaptation dans les divers pays, ménageant des possibilités d'action concrète et dynamique de la part de jeunes volontaires.

Forme future des conférences régionales

89. Examinant le rôle des conférences régionales comme réunions chargées d'émettre des avis et de définir des politiques, la Conférence approuve l'innovation consistant à charger des consultants de présenter les principales questions inscrites à l'ordre du jour, ce qui permet aux délégués d'asseoir solidement le débat de politique sur des informations concernant la région. Les délégués ont attaché une grande importance au caractère inter-gouvernemental des conférences régionales et ils estiment qu'il faut tout faire pour améliorer le niveau déjà élevé des échanges de vues officiels et non officiels qui s'y déroulent, renforçant ainsi le rôle que jouent les conférences en fournissant des orientations pour l'élaboration des politiques. Il a été signalé que les conférences risquaient de se réduire à de simples groupes de travail si l'on ne maintenait pas le principe d'une représentation de niveau élevé et on a estimé qu'il pourrait y avoir intérêt à faire figurer dans les délégations des représentants des organisations scientifiques, de l'Université et de la fonction publique, qui, en exposant librement et franchement les questions agricoles et les problèmes apparentés, contribueraient aux débats et aideraient utilement les délégations à aboutir à des conclusions concrètes tenant compte des différents points de vue.

Investissements en agriculture

90. Les délégués ont examiné en détail la question des investissements en agriculture, qui constituent un facteur vital du développement et ils ont estimé qu'en bien des cas, les fonds alloués à l'agriculture sont exagérément limités par rapport à ceux qui vont aux autres secteurs. On a fait valoir que les investissements industriels exigeaient des crédits, souvent de provenance extérieure, le concours d'experts également étrangers et l'importation d'équipement, c'est-à-dire qu'ils entraînent à ces trois titres des dépenses de devises bien supérieures à celles que nécessitent les investissements agricoles. La Conférence pense qu'il faut établir un équilibre réaliste entre l'agriculture et l'industrie et que, dans le cas où la faim et la malnutrition posent un problème, l'accent doit porter sur la mise en valeur des ressources agricoles. Il a été suggéré d'inviter le Directeur général à examiner la proportion des ressources affectées à l'agriculture dans le cadre des investissements totaux prévus par les plans: une telle étude montrerait quels sont les moyens engagés dans le monde pour résoudre le problème de la faim et de la malnutrition.

91. La Conférence a examiné les difficultés que suscite pour les pays neufs la persistance de tarifs douaniers élevés et de politiques protectionnistes dans les pays techniquement évolués, créant un handicap que les avantages d'une main-d'oeuvre et de matières premières bon marché ne permettent pas de combler. Il a été dit que l'amélioration des échanges était essentielle pour vaincre la faim et la malnutrition dans le

monde en voie de développement et, selon certains points de vue, il serait nécessaire de s'entendre sur une répartition internationale des tâches. Pour de nombreuses délégations, la production de produits de base dans les pays développés et l'utilisation croissante de matières synthétiques fabriquées commercialement sont source de préoccupation.

Institut international du développement agricole

92. Au titre de deux points de l'ordre du jour (no. 5 et 6), la Conférence a attentivement examiné la recommandation du Congrès mondial de l'alimentation tendant à la création d'un Institut international du développement agricole, qui serait chargé d'assurer des services de formation professionnelle, de recherche et de consultation dans le domaine de la programmation du développement agricole. Elle a noté qu'à sa douzième session, la Conférence de la FAO avait invité le Directeur général à explorer la possibilité de créer un tel Institut et que le Directeur général avait procédé à un examen préliminaire de la question. Elle a admis le principe de l'octroi, sous auspices internationaux, d'une formation spécialisée en matière de développement et de planification agricoles. Toutefois, l'opinion s'est divisée quant à la façon de mettre en oeuvre cette recommandation, et plus particulièrement quant aux fonctions de l'Institut à son emplacement, au niveau des fonctionnaires qui y seraient formés, enfin, à ses rapports avec les instituts économiques régionaux et nationaux et avec les universités. Un certain nombre de délégations se sont prononcées pour la création d'un institut central, selon le schéma proposé. D'autres préféreraient cependant une formule régionale (telle que le renforcement de la Section "Développement agricole" de l'Institut régional de planification du développement économique de Bangkok), de manière à rechercher la solution des questions de développement et de planification agricoles dans le contexte des problèmes économiques, sociaux et agricoles de la région. A cette fin, on pourrait mettre à profit les moyens existants à l'échelon régional et national. Le type de formation à donner, ainsi que le nombre et le niveau des stagiaires à admettre devraient être fixés compte tenu du personnel dont les différents pays de la région ont besoin pour pouvoir dresser et exécuter efficacement leurs programmes de développement agricole. Certains délégués pensent également qu'une haute formation spécialisée en matière de développement et de planification agricoles devrait être coordonnée avec les enseignements magistraux dispensés dans ce domaine par des Universités réputées.

93. Le Directeur général a été invité à examiner les diverses suggestions formulées par les délégués, spécialement en ce qui concerne les avantages et inconvénients respectifs de la formule centralisée et de la formule régionale et compte tenu des possibilités budgétaires de l'Organisation.

Généralités

V. STIMULANTS A LA PRODUCTION AGRICOLE

94. La Conférence a examiné trois documents présentés par la FAO, sous les titres suivants : a) "Octroi de stimulants économiques aux agriculteurs" (FERC/64/4), b) "Renforcement des stimulants de caractère social octroyée aux agriculteurs" (FERC/64/5) et c) "Octroi de services techniques aux agriculteurs en vue du relèvement de la production" (FERC/64/6). Elle a également écouté avec beaucoup d'intérêt la présentation de ce sujet par M. le Professeur V.M. Dandekar, Consultant de la FAO.

95. Le premier des trois documents attire l'attention sur l'importance des stimulants économiques constitués par des prix rémunérateurs et raisonnablement stables et souligne la nécessité de faire en sorte que les agriculteurs perçoivent effectivement les prix fixés, que des informations sur les marchés soient régulièrement diffusées, que la commercialisation des produits agricoles soit améliorée, que soit mis sur pied un vaste réseau d'organismes d'achat dotés de moyens financiers suffisants, que des installations d'emmagasinage et de traitement soient créées, enfin, que soit facilitée la mise en oeuvre de stocks régulateurs dans le cas des produits dont les prix sont sujets à de fortes fluctuations. Le document souligne également la nécessité d'intégrer aux plans de développement de l'agriculture diverses mesures de renforcement du crédit

agricole, telles que création de coopératives de crédit ou à fins multiples, élaboration de programmes de crédit contrôlé et fourniture de facteurs de production en plus grandes quantités et dans de meilleures conditions. Enfin, il mentionne divers autres types de stimulants économiques, comme le subventionnement des facteurs de production, les programmes d'améliorations agraires financés par des fonds publics, l'assurance-récoltes, la réforme du régime foncier, une politique appropriée de fiscalité agricole et autres actions analogues.

96. Le document sur les stimulants de caractère social souligne qu'il importe de se préoccuper du facteur humain lorsqu'on élabore des plans de développement agricole, et particulièrement de la formation des vulgarisateurs et autres agents de village. Il attire l'attention sur le fait que les organismes locaux - par exemple les conseils villageois, les associations d'exploitants ou les coopératives - peuvent beaucoup aider au développement de l'agriculture et il indique qu'il faudrait étudier dans quelle mesure les instituts de recherche sociale existant dans la régions contribuent et pourraient contribuer à l'évolution socio-économique.

97. Quant au troisième document, il souligne qu'il faut aider les agriculteurs à évaluer le potentiel productif de leurs ressources en terres et en eaux et à comprendre comment l'application de diverses techniques améliorées permet d'accroître les rendements des différentes cultures. A cet égard, le document insiste sur la nécessité d'enseigner aux agriculteurs des méthodes d'organisation et de gestion financière afin qu'ils puissent prendre leurs décisions eux-mêmes et il suggère que les gouvernements veillent à ce que les biens de production, le crédit et les moyens de commercialisation nécessaires leur soient fournis de façon que les plans d'amélioration de la production puissent se réaliser. Il est dit que le meilleur moyen de mettre ces programmes à l'essai serait d'exécuter des projets pilotes intégrés dans des zones choisies.

Exposé du Consultant

98. Ouvrant le débat, M. Dandekar, Consultant de la FAO pour cette question, a déclaré qu'il fallait distinguer les problèmes de développement des exploitations économiquement viables et ceux des exploitations qui le sont moins, car on doit bien comprendre que, s'il est possible de promouvoir le développement des premières en fournissant des stimulants économiques et sociaux, du crédit et des services techniques, ces mesures risquaient de ne pas convenir dans le cas des deuxièmes. Le Consultant a souligné que le problème fondamental des petites exploitations non économiques était celui de la pression excessive de la population sur les terres. Il en résulte une sous-utilisation de la main-d'oeuvre et le Consultant estime donc que le progrès de ces entreprises agricoles exige une réorganisation radicale des structures de production, afin d'utiliser plus complètement les énergies humaines. Il a conclu que ces problèmes étaient essentiellement différents de ceux qui ont trait à l'octroi de stimulants sociaux et économiques et qu'ils devaient être considérés à part.

99. M. Dandekar s'est alors limité aux entreprises agricoles viables et il a proposé trois moyens d'inciter les exploitants à accroître leur production. Premièrement, il est nécessaire de leur faire adopter des points de vue rationnels sur la vie et sur la nature et le Consultant estime qu'il faut pour cela un vaste programme d'éducation des adultes tendant à orienter scientifiquement les exploitants. Deuxièmement, on doit leur faire comprendre la différence entre l'agriculture traditionnelle et les théories et pratiques nouvelles. Cela suppose un effort délibéré pour associer activement aux travaux d'expérimentation agricole quelques agriculteurs choisis dans les diverses zones, de manière qu'ils puissent constater le caractère expérimental de la science moderne. Le Consultant pense qu'une telle formule aurait en outre l'avantage de proposer aux stations de recherche agricole des problèmes pris dans la réalité.

100. M. Dandekar juge très important de rechercher, dans les zones rurales, des animateurs choisis parmi les agriculteurs professionnels, estimant en effet que la technologie nouvelle aura le plus de chances de se diffuser si elle est mise à l'essai

par ces exploitants éclairés. En cas de réussite, ces derniers pourront constituer le noyau le plus naturel à partir duquel s'exercera la vulgarisation. Il pense donc qu'en plus du leadership politique que peuvent assurer les autorités locales ou du leadership commercial et financier que pourraient fournir les coopératives agricoles, il faut favoriser, parmi les agriculteurs professionnels, l'apparition d'animateurs qui aideront à provoquer une révolution technologique en agriculture.

Réactions de la Conférence

101. L'exposé du Professeur Dandekar a été suivi immédiatement de nombreuses interventions dans lesquelles les délégués ont dit qu'il était inopportun de faire participer les exploitants à l'expérimentation. On a souligné que toute nouvelle pratique vulgarisée parmi les agriculteurs devait avoir été dûment éprouvée. Il faut être absolument certain que les techniques recommandées sont supérieures aux méthodes actuelles et qu'elles ont été essayées avec succès dans les conditions locales. Une fois perdue la confiance des agriculteurs, il est très difficile de la reconquérir. Bien entendu, ceci ne veut pas dire que l'expérimentation ne doive pas se fonder sur les besoins ressentis par les exploitants.

102. De nombreux délégués ont également été en désaccord avec l'opinion selon laquelle l'octroi de stimulants doit se limiter aux exploitants d'entreprises viables. Plusieurs ont déclaré qu'en effet, on éliminerait ainsi de 80 à 90 pour cent des exploitants de leur pays et qu'en fait, c'étaient les petits agriculteurs qui avaient le plus grand besoin d'encouragement. L'expérience montre qu'on peut accroître la rentabilité des petites exploitations en réalisant diverses améliorations grâce à l'octroi de stimulants efficaces.

OCTROI DE STIMULANTS ECONOMIQUES A L'AGRICULTURE

Octroi intégré de stimulants économiques

103. La Conférence a reconnu le rôle fondamental des agriculteurs pour le succès des programmes de développement agricole. On a souligné que, malgré les différences de conditions de vie et de travail, c'est la mesure dans laquelle les exploitants comprennent les avantages d'une production accrue et en bénéficient qui détermine leur réaction lorsqu'on leur demande de nouveaux efforts pour relever la production. Pour obtenir d'eux une collaboration convaincue, facteur essentiel de développement agricole, il faut leur offrir tout un ensemble intégré de stimulants économiques et sociaux, en même temps que les services techniques dont ils ont besoin, afin de leur permettre de passer graduellement de leurs méthodes traditionnelles à celles de l'agriculture moderne, qui comporte des coûts et des risques plus considérables.

104. Dans le cadre de cette formule coordonnée de développement agricole, la Conférence a noté l'évidente nécessité d'apporter aux agriculteurs des stimulants économiques intégrés et efficaces, au niveau de l'exploitation. On devra non seulement fixer des prix rémunérateurs et suffisamment stables aux produits agricoles, mais faire en sorte que les exploitants perçoivent effectivement ces prix. Une bonne organisation des circuits commerciaux est indispensable et les exploitants doivent pouvoir bénéficier pour leurs achats de biens de production, de crédit à des conditions raisonnables ou d'autres formes appropriées d'assistance financière. Ces aspects ont été soulignés par diverses délégations dans leurs exposés, qui contenaient également des indications sur les politiques établies et sur les résultats obtenus dans l'application de mesures spécifiques ressortissant à l'octroi de stimulants économiques aux agriculteurs.

Stimulants de prix et mise en oeuvre de ces stimulants

105. La Conférence a été d'accord en général sur l'importance d'une politique de prix bien conçue et efficace, notamment pour les produits alimentaires de base. On a observé que les prix à la ferme devaient être fixés à un niveau assurant aux agricul-

teurs une rémunération équitable, préalable à tout accroissement de la production. Il a été reconnu en général qu'il fallait plutôt des prix raisonnablement stables que des prix élevés et on a souligné que les politiques de prix à la production devaient tenir compte de la nécessité d'éviter les poussées inflationnistes et la hausse des prix de détail. Pour arriver à la rentabilité de l'entreprise agricole, certains pays de la région, tels le Pakistan et Ceylan, abaissent les prix de revient en subventionnant les biens de production agricole, notamment les engrais et les semences, tandis que l'Inde étudie une politique de ce genre, associée peut-être à une diminution du coût d'utilisation de l'énergie électrique et des moteurs Diesel dans le secteur rural.

106. La plupart des délégations accordent une importance considérable à la mise en place a) d'organismes d'achat officiels ou coopératifs convenables, opérant soit en permanence à des prix fixés, soit occasionnellement à des prix minimums garantis, associés à des stocks régulateurs et b) d'un vaste réseau de stations d'achat bien équipées, dotées de fonds suffisants et de bonnes installations d'emmagasiner et de traitement. On a fait valoir que ces mesures institutionnelles étaient indispensables pour que les politiques des prix contribuent réellement au relèvement de la production, car les exploitants doivent, chaque fois qu'ils ont besoin de vendre, pouvoir écouler leur production en des points proches de leur exploitation, et y recevoir le prix établi. On a reconnu en général l'utilité du système d'entrepôts de village, tel celui qui est en voie d'adoption au Pakistan, des organismes d'achat également au niveau du village, selon la formule appliquée à Ceylan, ainsi que des centres d'achat mobiles, comme ceux qui fonctionnent en Birmanie. Le délégué de Ceylan a également signalé la nécessité d'accroître la partie commercialisable de la production, afin que les politiques de prix contribuent davantage au relèvement de la production de denrées alimentaires de base. On a noté qu'il faudrait disposer d'informations plus exactes sur les prix effectivement payés aux agriculteurs et sur les systèmes de vente au niveau de l'exploitation, et la Conférence a recommandé que les services gouvernementaux, les universités, les instituts de recherche, etc. effectuent, avec la coopération technique de la FAO, un plus grand nombre d'études de cas particuliers.

Améliorations de la commercialisation

107. La Conférence a soigneusement étudié le problème de l'amélioration de la commercialisation, afin de rendre efficace la politique de prix, d'assurer aux agriculteurs une meilleure rémunération et de garantir la bonne manutention des produits. Les délégations de plusieurs pays - Birmanie, Ceylan, Indonésie, Laos, Malaisie, Pakistan et Philippines - ont évoqué les mesures adoptées ou envisagées dans leur pays pour organiser des marchés contrôlés, sur la base de normes de qualité uniformes; pour réduire les coûts de transport; pour renseigner les producteurs sur les marchés; pour améliorer la vulgarisation en matière de commercialisation; enfin, pour apprendre aux exploitants à préparer leurs produits en vue de la vente.

108. On a mentionné en particulier les moyens permettant d'améliorer la commercialisation, l'emmagasiner et la manutention des produits à la ferme et au village et la Conférence a pleinement appuyé une recommandation du Pakistan, à l'effet que la FAO, en coopération avec la BIRD, effectue une étude sur la construction d'entrepôts ruraux dans le cadre de programmes d'emmagasiner, afin que les agriculteurs puissent stocker leur production à proximité des villages et obtenir du crédit à court terme gagé sur les produits stockés.

109. On a estimé qu'il serait utile d'offrir des possibilités de formation au personnel des organismes de commercialisation des produits agricoles et on a fait l'éloge de l'assistance fournie par la FAO, qui a organisé des cours nationaux accélérés de perfectionnement, tels ceux qui ont eu lieu durant les deux dernières années à Ceylan, en Corée, en Malaisie et en Thaïlande.

Octroi de crédit et formation de capital

110. La Conférence a examiné en détail le rôle important d'une bonne organisation du crédit pour le développement de l'agriculture. Elle a reconnu unanimement la nécessité d'un système qui permette aux agriculteurs d'utiliser pleinement les ressources financières disponibles grâce à des dispositifs institutionnels appropriés. Pour plusieurs délégations - Birmanie, Ceylan, Népal, Nouvelle-Zélande et Pakistan - il faut simplifier les formalités d'obtention du crédit, spécialement pour les petits exploitants, afin de les affranchir de plus en plus du crédit non institutionnel. A cet égard, l'attention a été appelée sur les difficultés rencontrées par ces exploitants, qui n'offrent pas de garantie au sens technique du terme, lorsqu'ils essaient d'obtenir du crédit institutionnel auprès des établissements existants. On a souligné en conséquence la nécessité de mesures particulières pour répondre aux besoins de cette catégorie. De plus, pour permettre aux établissements de crédit d'utiliser intégralement leurs ressources grâce à des fonds de roulement finançant des prêts à court terme destinés principalement à des fins de production et pour réaliser l'octroi efficace de prêts à moyen et à long terme en vue d'améliorations agricoles, il faudrait obtenir la collaboration active des coopératives ou des organisations de village.

111. La Conférence a souligné que l'organisation du crédit devait être un élément des programmes concernant la vulgarisation, les coopératives, la commercialisation et la fourniture de biens de production agricole. Elle a noté avec satisfaction les bons résultats qu'ont donnés à Ceylan, au Japon et en Corée les coopératives à fins multiples, dans le cadre desquelles les programmes de ce genre sont intégrés. Plusieurs délégations ont parlé des difficultés que l'on éprouve à convaincre les agriculteurs à s'affilier à des coopératives de crédit ou à des coopératives à fins multiples, pour des raisons d'ordre social ou institutionnel. Il a été reconnu que le mouvement coopératif devait être bien organisé pour réduire la dépendance des agriculteurs à l'égard du crédit non institutionnel et leur permettre de procéder dans de meilleures conditions à des améliorations foncières. A cet égard, on a noté que le succès des efforts d'aménagement des exploitations supposait des moyens financiers et des services techniques suffisants, ainsi que la fourniture de biens de production agricole, et qu'un élément indispensable à la mise en oeuvre d'une politique agricole intégrée était la sécurité de la tenure et la réglementation des loyers ruraux.

112. La Conférence juge qu'il importe de mettre à la disposition des agriculteurs des services de crédit efficaces, eu égard également à la nécessité d'atteindre dans le secteur agricole un taux suffisant de formation de capital. Certains délégués ont fait observer que les petites exploitations fournissent un profit marginal ou nul et ne permettent pas la constitution de l'épargne, alors que le capital qui se forme dans les exploitations plus importantes va souvent s'investir hors du secteur rural, dans des entreprises plus rémunératrices. Cette situation a un double effet négatif : d'une part, elle perpétue l'endettement chronique de nombreux petits exploitants et, dans ces conditions, il leur est difficile d'accroître et d'améliorer leur production, en l'absence du stimulant indispensable que constitue le profit et des investissements de capital nécessaires; d'autre part, elle prive le secteur agricole des moyens financiers qu'exige son essor, empêchant ainsi le développement des activités rurales qui sont la clef de voûte de l'économie dans la plupart des pays de la région et représentent un facteur essentiel du progrès social en général. Il a été également noté que les agriculteurs supportent le plus souvent des charges fiscales assez lourdes, car l'impôt est calculé sur le revenu agricole et non sur les bénéfices qui, notamment dans beaucoup de petites exploitations, sont négligeables ou nuls.

113. Etant donné l'importance de ces aspects du développement agricole, la Conférence recommande aux Etats Membres de la région d'effectuer, avec l'assistance technique de la FAO, les études suivantes :

- a) une enquête sur le rapport coût/profit des différentes activités agricoles, afin de déterminer la situation réelle du secteur agricole au point de vue de la rentabilité de l'entreprise. Dans l'exécution de cette étude, il faudrait tenir compte de tous les éléments du coût, aussi bien dépenses en espèces que coûts imputés;
- b) une enquête sur le taux de formation de capital en agriculture et sur les transferts de capitaux de ce secteur vers les secteurs non ruraux, de façon à pouvoir déterminer avec plus de précision les besoins de capital et les ressources financières de l'agriculture, par rapport aux autres secteurs;
- c) une enquête sur l'incidence de la fiscalité agricole, qui pourrait constituer la base d'une rationalisation de cette fiscalité.

La FAO devrait également étudier un ou deux pays de la région afin de déterminer quel doit être, dans l'ensemble des ressources affectées au plan, le minimum absolu à investir dans l'agriculture pour en assurer la rentabilité.

STIMULANTS DE CARACTERE SOCIAL ET SERVICES TECHNIQUES

Renforcement des services de vulgarisation agricole

114. Le vulgarisateur suscite l'action. Il doit vivre dans la communauté rurale où il travaille, de façon à connaître les villageois, aussi bien que leurs problèmes et leurs aspirations, et s'en faire des amis. Il doit être assez au courant de quelques pratiques et techniques agricoles déterminées, qui lui serviront à effectuer avec succès des démonstrations sur les terres mêmes des cultivateurs et à gagner ainsi leur confiance. Une démonstration concluante peut conduire à l'adoption d'autres pratiques améliorées, provoquant ainsi une réaction en chaîne parmi les agriculteurs. Le délégué du Royaume-Uni a souligné que les vulgarisateurs devaient également être au courant des aspects généraux du développement communautaire, de façon que tous les agents de village puissent travailler en équipe. Il a aussi recommandé d'encourager les facultés d'agriculture des universités à entreprendre des recherches sur la vulgarisation agricole.

115. Les centres de recherche et de formation professionnelle qu'il a été recommandé d'organiser au profit de la région devraient aider considérablement à remédier à la pénurie de personnel qualifié, personnel indispensable au développement complet et véritable de l'agriculture régionale.

116. De nombreux délégués ont également signalé les faiblesses des services de vulgarisation de nombreux pays de la région. Ce sont notamment le bas niveau des traitements, l'absence de perspectives de carrière, le manque des moyens de travail, le caractère théorique de la formation donnée au personnel, le peu de prestige accordé à l'agriculture et l'insuffisance numérique des agents de village eu égard à la situation. On a fait remarquer qu'au lieu d'agir extensivement, ce qui aboutit à une dispersion excessive des efforts, il y aurait avantage à utiliser les rares vulgarisateurs disponibles pour travailler dans certaines zones auprès d'un petit nombre d'agriculteurs éclairés, qui pourraient constituer dans leurs villages respectifs des exemples encourageants de réussite des améliorations technologiques. Les succès de ces agriculteurs feraient tâche d'huile pour l'amélioration de l'agriculture dans leur communauté.

117. La Conférence a reconnu l'importance des programmes d'économie ménagère dans l'effort de vulgarisation agricole. A cet égard, le délégué des Philippines a parlé de l'évaluation des programmes d'économie ménagère effectuée dans son pays avec l'aide de la FAO, afin de recueillir des indications pour l'établissement de programmes plus satisfaisants et plus réalistes. Reconnaisant l'intérêt d'évaluations analogues dans les autres pays de la région, le délégué a annoncé à la Conférence que son gouvernement avait entrepris des démarches à l'effet d'accueillir le Séminaire régional qu'il est

proposé d'organiser sur l'évaluation des programmes d'enseignement ménager et de vulgarisation. Plusieurs délégués ont déclaré qu'il importait de mobiliser les jeunes ruraux des deux sexes en vue du progrès agricole et du développement de l'esprit civique. La Conférence a noté avec satisfaction que le Directeur général de la FAO avait lancé un Appel à la mobilisation mondiale des jeunes, pour la période allant d'octobre 1965 à mars 1966. Le délégué de la Birmanie a indiqué que, dans son pays, le recrutement des jeunes ruraux en vue d'en faire des conducteurs de tracteurs donnait de bons résultats.

118. Le délégué de l'Inde a dit qu'il fallait renforcer et améliorer les services de vulgarisation agricole. A cet égard, les délégués des Philippines et de la Malaisie ont appelé l'attention sur la résolution adoptée à propos de la vulgarisation par la Commission internationale du riz à sa neuvième session, tenue à Manille juste avant la Conférence. Il a été noté que cette résolution "invite le Directeur général de la FAO :

- 1) à organiser un Groupe de travail de la vulgarisation agricole dans la région d'Extrême-Orient afin d'accélérer le développement de la production agricole, en s'attachant spécialement à la production rizicole;
- 2) à poursuivre l'assistance de la FAO en organisant davantage de centres nationaux de formation en cours d'emploi;
- 3) à hâter l'exécution du programme de publications du Bureau régional de la FAO à Bangkok de manière à produire et à distribuer davantage de matériel de formation approprié;
- 4) à réunir en 1966, date proposée pour l'Année internationale du riz, la deuxième réunion régionale sur la vulgarisation agricole, et
- 5) à organiser le deuxième voyage d'étude sur la vulgarisation agricole quand la situation financière le permettra".

Rôle des organisations d'agriculteurs dans le développement agricole

119. Cette question a été examinée par la Conférence avec beaucoup d'attention. Il a été reconnu que c'était là le moyen le plus efficace d'amener les agriculteurs à participer activement à l'accroissement de la production. Dans des pays où les ruraux se comptent par millions, il est impossible au Gouvernement de toucher chacun d'eux individuellement. Tant que les agriculteurs n'auront pas été organisés et formés professionnellement, on ne pourra pas accélérer le développement agricole. Le délégué de la Birmanie a signalé qu'il existait dans son pays des comités agraires chargés de régler les différends au sujet des terres et d'entreprendre des projets d'aménagement foncier. On y organise aussi sur tout le territoire, des séminaires pour agriculteurs au cours desquels les problèmes de production agricole sont discutés et des solutions sont proposées. C'est là le meilleur moyen de faire collaborer le Gouvernement et la population et il a beaucoup contribué à l'accroissement de la production agricole birmane. Le délégué de Ceylan a lui aussi signalé que des comités de cultivateurs analogues ont été organisés dans son pays et qu'ils ont rendu de très grands services.

120. Le délégué de la Malaisie a souligné le rôle des agriculteurs eux-mêmes dans le relèvement de la production. En dernière analyse, c'est l'agriculteur qui doit produire des aliments meilleurs en plus grande quantité et il devrait donc être au centre de tout plan de développement agricole, mais il est malheureusement souvent oublié. L'orateur a dit que son gouvernement attacherait plus d'attention à l'organisation d'associations d'agriculteurs et à la formation de cadres locaux. D'une façon générale, les villageois ont souffert d'être isolés de la vie urbaine et, en conséquence, les communautés de village sont frappées d'apathie. Il faut mettre fin à cet isolement.

121. La Conférence a été informée que, sous les auspices de la FAO, un séminaire régional et un voyage d'étude sur les organisations d'agriculteurs avait eu lieu à Tokyo en novembre 1963, à la généreuse invitation du Gouvernement japonais, et qu'il avait été suivi immédiatement par un séminaire national sur les associations d'agriculteurs, tenu en décembre, à Kuala Lumpur, avec l'assistance de la FAO. Il a été convenu qu'il faudrait multiplier les séminaires nationaux, qui permettent de former en une fois un plus grand nombre de ressortissants du pays dans les conditions locales. On a reconnu que les agriculteurs devraient, par l'intermédiaire de leurs organisations, être associés plus activement à l'élaboration et à l'exécution des plans et programmes agricoles. La Conférence recommande que les Etats Membres organisent des séminaires ou des centres de perfectionnement sur les organisations d'agriculteurs et la formation de cadres locaux, afin d'accélérer le développement agricole.

Réforme agraire et plans d'exploitation

122. Un certain nombre de délégués ont vigoureusement souligné l'importance de la question. Le délégué des Philippines a réitéré l'opinion déjà exprimée avec force par le délégué du Népal, à savoir que la réforme agraire est pour la population agricole de son pays le principal stimulant d'ordre économique et social. Elle apportera à l'agriculteur un sentiment de sécurité, un rang social et une protection contre les exploiters. L'orateur a annoncé que son Gouvernement avait récemment créé, en fusionnant plusieurs services connexes, parmi lesquels l'ancien Bureau de la vulgarisation agricole, une Commission de la productivité agricole relevant de la Présidence de la République. Le délégué de Ceylan a fait savoir à la Conférence qu'un institut de recherche et de formation agraire desservant la région serait probablement ouvert à bref délai dans son pays, avec l'assistance du Fonds spécial des Nations Unies.

123. Indiquant qu'il voyait dans la réforme agraire un puissant stimulant d'ordre social, le délégué du Japon a souligné que les stimulants de ce genre fournis aux agriculteurs devaient efficacement se doubler de stimulants économiques et de services techniques. Ces mesures d'encouragement ont été déjà examinées dans le rapport, à propos de la solution intégrée des problèmes de production agricole. Néanmoins, l'orateur a signalé à la Conférence que cette formule nécessitait des plans à long terme, car on ne saurait espérer de résultats que si les agriculteurs eux-mêmes manifestent la détermination, la volonté et l'énergie voulues pour accroître la production. Le délégué de la Nouvelle-Zélande s'est associé à ce point de vue, en disant que modifier la mentalité paysanne était une tâche énorme, qui ne pourrait se réaliser que par un effort réussi de démonstration et d'éducation. Il a fait remarquer en outre qu'il ne serait probablement pas judicieux d'attendre qu'il soit possible de combiner et d'appliquer simultanément toutes les idées et techniques nouvelles. Le vulgarisateur doit être capable d'évaluer la situation locale et de choisir un programme basé sur les aspirations et les besoins de la population et sur l'opportunité d'une formule de solution intégrée, en ce qui concerne les nouvelles techniques disponibles.

124. Parmi les services techniques à fournir aux agriculteurs de la région, la Conférence a souligné la nécessité de les aider à élaborer individuellement des plans d'exploitation. Le délégué de l'Inde a dit que, dans le cadre du programme des districts d'agriculture intensive (communément appelé "Package Program"), la préparation de tels plans est devenue en Inde un moyen très utile de vulgarisation, qui permet à l'agriculteur d'intégrer ses diverses activités pour en faire un système de production pratique. Le délégué des Etats-Unis a également estimé que, pour utiliser efficacement les ressources agricoles, un bon moyen était d'aider quelques agriculteurs bien choisis à établir des plans d'exploitation rationnels. Dans certains Etats Membres, où des programmes d'aménagement agricole sont en cours, on a constaté qu'on pouvait améliorer les plans d'exploitation si on disposait de plus de données techniques spécifiques de la zone et de l'exploitation considérées et si on simplifiait le contenu des plans de façon à l'adapter aux capacités de gestion des exploitants. Ces plans doivent tenir compte des nouvelles techniques à enseigner à l'agriculteur pour qu'il tire le meilleur parti possible de son exploitation.

Solution intégrée des problèmes de production et de développement agricoles

125. Le délégué de l'Inde a décrit le programme des districts d'agriculture intensive, qui a été entrepris par son pays en 1961 dans un petit nombre de districts choisis, où la production agricole pouvait être raisonnablement assurée. Il a déclaré qu'il n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire d'amener les agriculteurs à accroître sensiblement leur production. En premier lieu, cela suppose des moyens de production que les agriculteurs puissent utiliser à leur profit (notamment semences améliorées, engrais, insecticides et outils) et se procurer en temps voulu, en quantités suffisantes, à des conditions raisonnables et sans dérangement excessif. Il faut également qu'ils puissent trouver, à une distance réduite, des moyens de crédit et de commercialisation. De plus, des réseaux d'irrigation et de drainage sont nécessaires pour assurer une bonne récolte. Ce programme a donné jusqu'ici des résultats très encourageants et il a été étendu à un grand nombre de nouveaux districts.

126. De nombreux délégués se sont déclarés partisans de cette solution intégrée des problèmes de production et de développement agricoles dans des zones choisies. Le délégué de la France a signalé qu'un projet de développement rural a été mis en oeuvre avec succès dans le pays Mossi (Haute-Volta), par introduction simultanée de deux ou plusieurs pratiques améliorées. Il s'agit d'un plan de production de quatre ans. Depuis deux ans qu'il est en cours, la valeur de la production a triplé dans la zone en question. Le délégué de la Malaisie a déclaré que son gouvernement voudrait essayer d'appliquer dans son pays une formule intégrée de ce genre. Il a été généralement reconnu que, pour exercer l'impact maximum, la mise en oeuvre de la réforme agraire et des plans de crédit devait être associée à un ensemble coordonné de stimulants économiques et sociaux et de mesures techniques telles que politiques de prix, organisation de la commercialisation coopérative, vulgarisation et amélioration des services administratifs et modernisation des méthodes agricoles. Pour déterminer la meilleure façon de fournir aux agriculteurs des stimulants d'ordre économique, social et technique, compte tenu des conditions régnant dans chaque pays, la Conférence a recommandé qu'avec l'assistance technique de la FAO, les Etats Membres organisent dans des zones choisies des projets pilotes intégrés devant servir à la démonstration et à la formation professionnelle.

127. Il a été indiqué à la Conférence que les Nations Unies allaient entreprendre une étude de portée biennale intitulée "Rapport sur la situation sociale dans le monde", le rapport de 1965 devant traiter de vastes problèmes sociaux. La CEABO doit également produire, en ce qui concerne la région, un rapport analogue qui sera soumis à la session ordinaire de cet organisme.

UNE REUSSITE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LA REGION - LE JAPON

128. Afin de définir les grandes lignes de la stratégie utilisée par le Japon au cours des décennies qui ont suivi la restauration Meiji de 1868, le Professeur Watanabe a concentré l'attention sur "la phase des décisions prises pour accélérer le changement". Il a réuni ses exemples sous trois rubriques : a) utilisation des ressources, b) utilisation des techniques, c) utilisation des institutions. Au cours de cette première période, qui a beaucoup de traits communs avec le stade auquel se trouvent actuellement les pays asiatiques en voie de développement, la terre et les capitaux étaient rares, mais la main-d'oeuvre était abondante par comparaison à ces deux ressources. Le Japon était favorisé par son climat de mousson humide, qui lui vaut des précipitations abondantes, mais cycliques. Il fut décidé de mettre l'accent sur l'emploi de la main-d'oeuvre, en particulier pendant la morte saison. Cela signifiait orienter la main-d'oeuvre vers la remise en état des rizières, la création de systèmes d'irrigation et la conservation ou l'amélioration de la fertilité des couches superficielles du sol.

129. Pour illustrer le deuxième point de son exposé, le consultant a décrit les avantages économiques résultant de l'association de la riziculture et de la sériciculture, qui se complètent mutuellement à bien des égards. Le riz a besoin de terres particulières, alors que les mûriers poussent pratiquement partout. Au cours du siècle écoulé, la superficie des rizières n'a que peu augmenté, alors que celle des mûreraies a subi de très fortes fluctuations, suivant à peu près l'évolution à long terme du marché mondial de la soie grège. La fraction la plus robuste de la main-d'oeuvre a été affectée surtout à la riziculture, tandis que le reste de la communauté, en particulier les femmes, utilisaient leur temps disponible à toutes les tâches de la sériciculture. Le paiement du riz était effectué une fois par an, au comptant, alors que celui des cocons se faisait à différentes époques, à terme. La culture du riz au moyen de méthodes et d'équipements nationaux a, dès le début, stimulé les activités techniques dans les secteurs non agricoles. Par contre, la sériciculture a d'abord eu pour effet d'accroître l'utilisation en agriculture de facteurs de production importés (cocons, mûriers, dévidoirs) qui par la suite ont été remplacés, grâce à l'assistance du gouvernement, par des articles de production nationale. Ces effets pourraient être appelés effets d'association positif, dans le cas du riz, et effet d'association négatif, dans le cas de la soie.

130. A propos du troisième point - utilisation des institutions - le consultant a appelé l'attention sur le remplacement des seigneurs féodaux par un gouvernement centralisé puissant, l'institution de nouveaux rapports entre propriétaires et fermiers et la réforme de l'impôt foncier, perçu en espèces, alors que les loyers continuaient à être réglés en nature (riz). Les propriétaires ont été ainsi incités, pour des raisons économiques, à collecter plus de riz, c'est-à-dire à investir pour améliorer la production. Le consultant a souligné ensuite l'efficacité de la collaboration que les coopératives, par leurs activités de commercialisation, d'achat et de crédit, ont apportée à la politique gouvernementale d'accroissement de la production alimentaire. Il a également souligné les avantages de la simplification des formalités de crédit, en particulier pour l'acquisition de biens de production tels les engrais. Le sociétaire ayant passé à l'avance ses commandes auprès de sa coopérative, demande un prêt garanti par le versement que le Gouvernement lui fera pour sa prochaine récolte. Il paie les engrais à l'aide de ce prêt, tandis que la coopérative émet à son tour un billet à l'ordre de la Fédération des coopératives de la préfecture, en utilisant comme caution le certificat de prêt de l'agriculteur. Les producteurs font escompter ces billets par la Banque centrale des coopératives qui peut, au besoin, obtenir l'aide de la Banque du Japon. Ces exemples ont été donnés pour illustrer l'"effet cumulatif" exercé sur le remodelage des institutions.

131. On peut trouver un autre exemple de développement institutionnel dans la diffusion de l'enseignement, de la vulgarisation et de la recherche, question qui est examinée plus longuement au titre d'un point particulier de l'ordre du jour.

132. L'exposé d'introduction de M. Watanabe a été complété par le Secrétariat, qui s'est référé au document FERC/64/7 sur l'utilité de l'expérience japonaise pour d'autres pays de la région et au débat antérieur sur les "Stimulants à la production agricole". Le fait que l'accroissement de la productivité agricole au Japon, surtout au début, n'a pas comporté l'adoption en grand de méthodes de production fondées sur l'emploi intensif du capital est particulièrement intéressant pour des économies dans lesquelles le capital est rare. Pendant sa modernisation, l'agriculture du Japon a pu jouer le rôle qui attend aujourd'hui celle de la plupart des autres pays de la région, à savoir apporter des devises, fournir des matières premières aux industries légères et satisfaire la demande alimentaire croissante des centres urbains.

133. La Conférence s'est particulièrement occupée du degré d'analogie entre la situation japonaise au départ et la situation actuelle des pays en voie de développement, des politiques agricoles décisives que le Japon a adoptées et de la possibilité d'adapter ces politiques aux besoins d'autres pays. Les conditions japonaises à l'origine de l'évolution étaient assez voisines de celles où se trouvent actuellement la plupart des pays en voie de développement : agriculture de subsistance faiblement productive, pratiquée sur de toutes petites exploitations.

134. Au cours de cette période initiale, par contre, le Japon bénéficiait de certaines circonstances particulièrement favorables. En particulier, le taux de croissance démographique était plus faible, les possibilités de vendre les produits agricoles sur le marché international étaient meilleures et le temps pressait moins. Néanmoins, les pays en voie de développement jouissent aujourd'hui d'autres avantages qui compensent ceux dont le Japon a profité, par exemple l'état beaucoup plus avancé de la technologie et un afflux plus important d'aide financière et technique de l'étranger.

135. Dans le domaine des stimulants aux agriculteurs, il a été noté qu'outre les points signalés par le consultant, les coopératives japonaises sont apparues en 1900 sous forme de sociétés spécialisées de crédit, mais se sont vite transformées en sociétés à fins multiples, capables de traiter un volume suffisant d'affaires, de s'assurer du personnel efficace, de créer des services d'achat et des installations d'emménagement à l'échelon du village et d'effectuer des transactions commerciales en grand. Plus récemment, en outre, les coopératives ont été utilisées pour garantir aux agriculteurs le paiement des prix fixés par la loi.

136. Pour ce qui est de la recherche et de la vulgarisation, on a signalé la forte densité des vulgarisateurs (un agent par village), qui ont la possibilité de demander des avis spécialisés à des centres voisins. Au début, avant que des services de vulgarisation adéquats aient pu être organisés, le progrès agricole s'est fondé sur l'utilisation des meilleurs agriculteurs comme animateurs de village. Au lieu d'essayer d'appliquer sans discrimination les méthodes étrangères, on a adapté les systèmes de culture modernes aux conditions et aux institutions locales. La recherche a été orientée de façon qu'elle réponde aux besoins réels des agriculteurs et elle s'est accompagnée de l'essai systématique des variétés et méthodes nouvelles, dans les conditions locales, avant que leur adoption soit recommandée aux exploitants.

137. Quant au démarrage de l'industrialisation, qui s'est fondé en grande partie sur le traitement des produits agricoles, il a été souligné que des usines ont été créées un peu partout dans les campagnes afin d'utiliser la main-d'oeuvre agricole excédentaire et éviter les grosses dépenses sociales que représentent la construction des logements et équipements urbains. Réciproquement, on a saisi toutes les occasions d'utiliser pleinement la demande croissante des zones urbaines pour accroître la production agricole. Outre les réformes institutionnelles mentionnées par le consultant, il a également été fait état de la deuxième réforme agraire entreprise après 1945, qui n'est pas fondamentalement différente des autres programmes du même genre dans la région, mais qui mérite une attention particulière en raison de son exécution rapide et complète.

138. Divers délégués ont demandé des précisions sur quelques points mentionnés dans le document sur l'expérience japonaise (FERC/64/7), en particulier le taux d'accroissement de la productivité, la production par unité de superficie, le montant des subventions versées pour le riz et le blé et la part de l'agriculture dans le budget national.

139. La distribution des exploitations japonaises d'après leur taille n'a pas changé notablement au Japon de 1910 à 1960, mais la production à l'hectare a rapidement augmenté. On peut dire que c'est le résultat de l'application de méthodes de développement bien coordonnées. Toutefois, les pays actuellement en voie de développement sont obligés d'essayer de relever en un temps bien plus bref leur taux de croissance pour faire face à une progression démographique beaucoup plus rapide et aux exigences accrues de la société moderne.

140. Le développement industriel du Japon s'est déroulé dans des conditions politiques, sociales et institutionnelles très différentes de celles qui règnent aujourd'hui dans la plupart de pays de la région, même si l'on doit reconnaître pleinement l'importance des progrès coordonnés réalisés par le Japon dans les secteurs industriel et agricole.

141. Un délégué a fait remarquer que la période 1868-1914 avait été particulièrement importante dans l'expansion de l'agriculture japonaise. Pendant cette période, le taux moyen de croissance agricole a été de 2,3 pour cent par an. L'orateur a estimé que ce taux était comparable à ceux qu'atteignent actuellement certains pays, bien que les résultats obtenus par le Japon y aient été beaucoup plus considérables. La différence peut s'expliquer du fait que le taux moyen de croissance au Japon s'est maintenu sur une période relativement longue et qu'il a été assez élevé pour dépasser celui de l'accroissement démographique. De plus, le secteur industriel japonais s'est développé avec une rapidité toute particulière, ce qui a allégé la pression démographique dans le secteur rural.

142. On a reconnu que le remarquable développement de l'agriculture japonaise était dû à l'emploi intensif de toutes les ressources disponibles et à l'utilisation de techniques améliorées simples, pouvant être facilement comprises et appliquées par les agriculteurs. Cette évolution s'est produite dans un cadre caractérisé par le passage d'une société féodale à une économie de laisser-faire, par la suppression des servitudes féodales et par l'instauration d'une nouvelle politique en matière d'impôt foncier. Les avantages d'un gouvernement central fort et le rôle d'une classe de propriétaires fonciers éclairée ont été également reconnus. Toutefois, ces conditions ne sont pas forcément réalisées dans tous les pays. Afin de parvenir aux mêmes résultats dans des circonstances différentes, on pourrait peut-être mettre l'accent sur un accroissement de la production agricole associé à une expansion moins rapide de la consommation dans le secteur rural, afin d'intensifier l'épargne et de réaliser un taux plus élevé de formation de capital dans l'économie.

143. Le délégué de la Nouvelle-Zélande a souligné la foi du peuple japonais en lui-même, qui l'a porté à relever le défi des pays développés et à faire ce que les pays occidentaux avaient fait dans des conditions différentes, en adaptant l'expérience étrangère à ses propres besoins. Toutefois, les exigences accrues caractéristiques des sociétés modernes ont créé d'importants problèmes nouveaux. L'aspiration à une distribution équitable des revenus, reconnue actuellement dans la plupart des pays en cours de développement, n'était pas ressentie de façon générale dans le Japon de jadis.

144. Ce même délégué a suggéré que la FAO et l'Association japonaise pour la FAO préparent un autre document qui analyserait plus en détail les façons dont les principes de l'expérience japonaise pourraient être adaptés aux situations différentes existant actuellement dans les pays neufs de la région.

145. M. Watanabe a résumé son exposé en faisant remarquer que celui-ci avait consisté surtout en une rétrospective dans laquelle il s'était efforcé de dégager certains des facteurs pouvant intéresser directement les autres pays de la région, notamment les facteurs d'ordre physique, politique, sociologique et technique. Il a également souligné la lenteur relative de la croissance agricole et la distribution particulière de la population par groupes d'âges au Japon, qui compte une forte proportion de jeunes. Pendant le débat, une attention particulière a été accordée aux stimulants destinés aux agriculteurs, comme la réforme agraire, les politiques de prix, les systèmes de crédit, l'assurance récolte et le mouvement coopératif. M. Watanabe a conclu en soulignant le rôle important du "fondamentalisme agricole", doctrine qui inspire généralement l'organisation et la promotion du développement de l'agriculture japonaise.

VI. RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES DANS LA RÉALISATION DES PLANS DE DÉVELOPPEMENT

Introduction

146. Présentant la question, M. M.K.Kagayama, Consultant de la FAO, a exposé, à titre d'illustration, la situation et les problèmes actuels de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles au Japon.

147. Comme il est dit dans l'étude "Le développement agricole au Japon moderne", préparée par l'Association japonaise pour la FAO à l'intention du Congrès mondial de l'alimentation (tenu à Washington en 1963) et également distribuée à la présente Conférence, le progrès de l'agriculture japonaise résulte de la combinaison de nombreuses mesures, à savoir : 1) création d'une administration agricole efficace, 2) subventions gouvernementales, 3) essor de l'industrie des machines agricoles et des produits chimiques, 4) rationalisation des instituts de recherche et des stations d'expérimentation agricole, 5) création de services de vulgarisation, 6) développement des coopératives et du crédit agricoles, et 7) réforme agraire d'après-guerre. L'orateur a toutefois indiqué que le facteur décisif avait été la formation, à tous les niveaux, de personnel capable d'appliquer les mesures précitées, ainsi que l'éducation des agriculteurs, qui les a mis à même d'utiliser ces mesures pour relever la production agricole.

148. M. Kagayama a fait l'historique de la scolarité obligatoire, qui remonte à 1872. Initialement, l'obligation se limitait à six années d'enseignement primaire, mais trois années d'enseignement secondaire y ont été ajoutées après la dernière guerre. D'après les statistiques, l'enseignement obligatoire a réussi à près de 100 pour cent depuis qu'il a été institué. Ceci a élargi l'horizon de tous les groupes de population, aussi bien urbains que ruraux, et a constitué un tremplin pour de nouveaux bonds en avant.

149. En ce qui concerne l'enseignement et la formation professionnelle agricoles, le consultant a dit qu'il existait actuellement au Japon une cinquantaine de collèges d'agriculture formant des diplômés, 800 écoles secondaires professionnelles et 53 fermes-écoles destinées aux jeunes ruraux. Beaucoup de collèges d'agriculture ont maintenant organisé la formation de maîtres d'agriculture, pour assurer le développement satisfaisant de l'enseignement et de la formation agricoles aux niveaux inférieurs.

150. La formation professionnelle agricole ne doit pas s'interrompre car il faut permettre aux ruraux de faire face à l'évolution de la situation. Au Japon, cette tâche incombe au service de vulgarisation agricole, dont l'action est principalement éducative. Actuellement, ce service emploie 10 000 conseillers agricoles et 2 000 agents de démonstrations familiales, épaulés par 800 spécialistes techniques. Tous les moyens d'enseignement sont utilisés : radiodiffusion et télévision, presse et autre documentation imprimée, réunions et visites dans les exploitations et les familles. La vulgarisation touche toutes les catégories de ruraux - exploitants, ménagères et jeunes des deux sexes. Le consultant a souligné qu'il fallait adopter une formule globale pour l'amélioration de l'agriculture et de la vie familiale.

151. Le document FERC/64/8, préparé par le Secrétariat de la FAO et consacré au même sujet, passe rapidement en revue la situation des établissements de formation professionnelle agricole dans l'ensemble de la région, sur la base des rapports d'enquête publiés par la FAO. Il attache une grande importance aux établissements supérieurs d'enseignement agricole, comme source tant de personnel entraîné que d'idées propres à stimuler le progrès de l'agriculture. Il reste toutefois à étudier soigneusement comment on pourrait en plus de leur rôle pédagogique renforcer ces établissements afin de les faire participer à la recherche et à la vulgarisation. Le document souligne également que les objectifs de toutes les écoles d'agriculture de niveau moyen devraient être nettement définis et il se termine par un certain nombre de suggestions en vue de la discussion.

Généralités

152. La Conférence a reconnu le rôle important que doit jouer l'enseignement agricole si l'on veut que les pays neufs réalisent leurs plans de développement. Tout en observant qu'en dernière analyse, la solution de nombreux problèmes qui se posent aujourd'hui à l'agriculture réside dans le relèvement du niveau général d'instruction des populations rurales, elle a souligné l'urgence de programmes d'action efficaces, afin de satisfaire les besoins alimentaires d'une population croissante. Il convient donc que

les gouvernements se préoccupent particulièrement d'améliorer leurs services de vulgarisation et de développer l'enseignement agricole de niveau moyen.

153. Il a été noté également que le progrès exige des efforts intégrés sur un large front. Il faut stimuler, guider et former les agriculteurs; préparer convenablement les vulgarisateurs à leur tâche; doter les écoles, les collèges et autres établissements d'enseignement de l'équipement, des installations et du personnel qualifié nécessaires; enfin, prévoir des crédits gouvernementaux accrus pour fournir au secteur rural des moyens de transport, de l'énergie, du crédit, des biens de production agricole et des services sociaux. Dans la plupart des pays neufs, les difficultés s'accroissent encore du fait de l'analphabétisme, du complexe d'infériorité des agriculteurs vis-à-vis des autres professions et de l'extrême pénurie de personnel qualifié. La Conférence a souscrit à l'opinion selon laquelle "La force d'un pays n'est que celle de ses villages; le revenu national brut ne signifie rien quand les paysans vivent dans la misère". Tout en reconnaissant que l'opération est coûteuse, la Conférence estime judicieux de gros investissements dans l'enseignement agricole.

154. Plusieurs délégués ont signalé que les jeunes ruraux ayant reçu une certaine instruction scolaire, ou même une simple formation agricole, ne retournent généralement pas à la pratique de l'agriculture et la Conférence a estimé à l'unanimité qu'il faudrait se préoccuper davantage d'assurer plus de confort aux ruraux. L'électrification des campagnes offre à cet égard un exemple pertinent.

Services d'enseignement et de vulgarisation agricoles

155. La Conférence a pleinement reconnu la nécessité d'instruire et de former professionnellement les agriculteurs, adultes aussi bien que jeunes, ainsi que les femmes et les jeunes filles rurales.

156. Elle a pleinement reconnu, en outre, qu'un service de vulgarisation efficace était indispensable pour garantir l'application généralisée des résultats de la recherche et, en conséquence, elle recommande vivement de ne pas séparer vulgarisation et recherche.

157. La Conférence est également convenue que les vulgarisateurs doivent avoir reçu une formation complète et soignée. Il faut placer à la tête des services de vulgarisation des personnes de tout premier ordre et faire prendre parfaitement conscience aux vulgarisateurs des nombreux facteurs qui interviennent dans la réalisation de leurs objectifs. Ils doivent comprendre l'influence qu'exercent la famille et la collectivité et tenir dûment compte du rôle important des femmes dans les décisions et dans l'activité des familles rurales.

158. La Conférence a noté la pénurie généralisée de vulgarisateurs bien qualifiés, qui doivent être non seulement formés techniquement, mais aussi capables de gagner le respect et la confiance des populations parmi lesquelles ils travaillent. Les vulgarisateurs qui manquent de maturité, de compétence ou de sens pratique ne réussissent pas à obtenir la coopération des ruraux; d'autre part, le personnel qualifié est très rare et il est souvent tenté d'abandonner la communauté agricole.

159. On a reconnu l'efficacité du travail d'équipe pour la vulgarisation en milieu rural. Les équipes peuvent comprendre des vulgarisateurs particulièrement qualifiés pour s'occuper de problèmes tels que la gestion des exploitations, l'aménagement du foyer, la zootechnie et les productions végétales importantes dans leur zone d'action.

160. L'organisation ou l'exécution, sur les terres mêmes des cultivateurs, de démonstrations portant sur les pratiques recommandées est bien plus efficace que les conférences ou les conseils aux exploitants. Une autre méthode satisfaisante consiste à organiser des rassemblements sur place ou des excursions, permettant aux agriculteurs intéressés de constater personnellement les bons résultats des techniques modernes de production.

161. On a indiqué que divers types de cours accélérés s'adressant aux exploitants et aux jeunes ruraux étaient un moyen utile de diffuser les connaissances et les techniques. Il est essentiel de prévoir pour cela non seulement des instructeurs qualifiés, mais aussi de limiter les objectifs de l'enseignement et d'assurer aux stagiaires une nourriture et un logement convenables.

162. Les organismes communautaires locaux peuvent contribuer utilement à la vulgarisation. Les animateurs locaux qui sont reconnus comme des "maîtres en agriculture" peuvent compléter l'action des vulgarisateurs et aider beaucoup à obtenir la coopération des exploitants. Toutefois, on a signalé le danger qu'il y avait à entreprendre des programmes ou à organiser des projets sans s'être assuré la compréhension et le concours des populations du lieu. Des séminaires s'adressant aux animateurs et aux exploitants locaux qui coopèrent aux démonstrations sont particulièrement efficaces.

163. La Conférence est convenue qu'indépendamment de leur niveau d'instruction générale, les exploitants doivent être en contact suivi avec les services de vulgarisation et d'information agricoles. Tenant compte des difficultés qu'éprouvent les pays de la région sur le plan de la formation professionnelle agricole et reconnaissant qu'il est absolument indispensable de fournir des conseils aux agriculteurs pour leur permettre d'accroître leur production et, par conséquent, leur niveau de vie, la Conférence a souligné l'importance des démonstrations sur le terrain pour la réalisation des améliorations. Elle a recommandé que les gouvernements s'attachent particulièrement à former un grand nombre de vulgarisateurs agricoles et d'animateurs ruraux qui devront maintenir avec les agriculteurs des rapports étroits et empreints de compréhension. Cet effort devrait recevoir une priorité élevée dans les plans nationaux et il faudrait prévoir des crédits suffisants pour la formation de vulgarisateurs agricoles et d'animateurs ruraux compétents. La Conférence a en outre recommandé au Directeur général d'aider les gouvernements à préparer des projets FSNU relatifs à la formation des agents de vulgarisation agricole.

Enseignement agricole de niveau moyen

164. La Conférence est convenue qu'il fallait sans tarder améliorer et développer l'enseignement agricole de niveau moyen dans la plupart des pays de la région. Elle pense également que le programme des écoles secondaires rurales devrait comporter un certain enseignement agricole général, afin de mieux faire comprendre aux élèves l'importance de l'agriculture dans l'économie nationale. Ces écoles attireraient un plus grand nombre d'élèves et, si elles possédaient le personnel et l'équipement voulus, elles pourraient orienter un nombre accru d'étudiants vers une formation agricole ultérieure, ce qui aiderait à former le personnel dont les services agricoles gouvernementaux et autres ont tant besoin.

165. Plusieurs délégués ont signalé la grave pénurie de maîtres qualifiés dans les écoles professionnelles agricoles de niveau inférieur et on a mentionné l'insuffisance de moyens pédagogiques, laquelle aboutit souvent à l'utilisation de notes et de manuels de niveau universitaire, donc impropres à cet enseignement. Les maîtres doivent recevoir une préparation éminemment pratique et il faudrait qu'ils puissent plus tard suivre régulièrement des cours de réimprégnation ou de perfectionnement.

166. Les établissements d'enseignement agricole de niveau inférieur doivent rester étroitement au contact des problèmes agricoles et économiques des exploitants. Lorsqu'ils sont associés à des collèges, à des stations de recherche et à des fermes gouvernementales de démonstration, il serait vivement souhaitable de disposer d'une autre ferme gérée commercialement et dont le fonctionnement pourrait être observé par les élèves.

167. Un délégué a signalé le danger de donner un enseignement agricole à des sujets qui sont trop jeunes pour en saisir les aspects pratiques et pour en comprendre les prolongements économiques.

Enseignement agricole supérieur

168. La Conférence est convenue qu'il fallait accroître considérablement l'effectif des étudiants d'agriculture au niveau universitaire et que, spécialement dans les pays neufs, une proportion bien plus grande des étudiants d'université devraient s'inscrire aux cours d'agriculture. Les universités, les facultés d'agriculture et les organismes gouvernementaux qui emploient tant de diplômés d'agriculture devraient veiller particulièrement à ce que le prestige qui s'attache aux autres professions soit plus généralement accordé à l'agriculture.

169. La Conférence est également convenue qu'il y a davantage besoin de diplômés spécialistes que de généralistes. Le recrutement doit être en fonction des exigences nationales et il faudra parfois accorder des avantages de rémunération pour inciter les étudiants à se diplômer dans les disciplines où il y a le plus grand besoin de spécialistes.

170. La Conférence a estimé que les facultés universitaires d'agriculture devraient faire en sorte que leurs professeurs s'occupent de recherche et notamment de recherche appliquée, de manière que leur enseignement cadre avec les réalités de la condition agricole.

171. Tout en notant les avantages qu'il y aurait si les diplômés d'agriculture retournaient dans leur ferme natale et se consacraient aux travaux de la terre, plusieurs délégués ont exposé les raisons qui ne les y incitent pas. Toutefois, en développant les équipements sociaux, en reconnaissant l'importance de l'agriculture dans l'économie nationale et en améliorant les services, notamment le crédit rural, on pourrait encourager ce retour, au moins chez quelques jeunes bien qualifiés. En outre, la Conférence est convenue que les diplômés d'agriculture étaient parfaitement utilisables dans les services agricoles commerciaux et dans les postes administratifs, ainsi que dans un grand nombre de services gouvernementaux.

172. Lorsqu'on peut créer dans un pays une université agricole bien charpentée, la Conférence estime que ce serait un bon investissement; si cette possibilité n'existe pas immédiatement, on devrait encourager les étudiants et, au besoin, les aider à fréquenter une autre université, de préférence dans la région, de sorte qu'il serait tout à fait possible de grouper les ressources et de s'assurer ainsi les installations et le personnel nécessaires.

173. La Conférence a noté avec satisfaction qu'un séminaire régional sur l'enseignement agricole de niveau supérieur et moyen se tiendrait probablement vers la fin de 1965. On a dit que ce séminaire pourrait offrir aux directeurs d'établissements d'enseignement agricole l'occasion d'améliorer les relations de travail entre ces derniers.

174. Les délégués sans exception se sont chaleureusement associés à l'hommage spécial rendu à Monsieur le Doyen C.W. Chang, qui est sur le point de prendre sa retraite après de longues années de service distingué au poste de consultant en matière d'enseignement et de vulgarisation agricoles, dans le cadre du programme ordinaire de l'Organisation pour la région. Plusieurs délégués ont dit leur espoir que leurs pays pourraient continuer à profiter, sous une forme ou sous une autre, du concours de M. Chang.

VII. CONTRIBUTION DES INDUSTRIES AGRICOLES AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET A L'AMELIORATION DE LA NUTRITION

Introduction

175. La Conférence a estimé que le développement des industries agricoles contribue beaucoup au progrès économique et à l'amélioration de la nutrition et elle a souscrit à l'opinion selon laquelle ces industries offrent le point de départ le plus indiqué et le plus prometteur pour un programme général d'industrialisation. Elle a souligné

que les industries transformatrices de matières premières agricoles étaient partie intégrante du secteur du développement agricole et que, pour cette raison, le traitement des ressources renouvelables, c'est-à-dire des matières premières provenant de l'agriculture, des forêts et des pêches, ne pouvait être séparé du milieu rural. La Conférence a reconnu le rôle important que doit jouer l'agriculture dans le processus global de développement économique, car la majorité des populations de la région vit à la terre et de la terre.

176. La Conférence a estimé qu'il conviendrait de mettre l'accent sur l'implantation d'installations pilotes de traitement, pour enseigner et démontrer un certain nombre de techniques de traitement, de préférence en association avec des programmes appropriés de production et de protection végétales et animales. De tels projets intégrés, tels ceux qui sont actuellement organisés avec l'aide du Fonds spécial, accroîtraient rapidement la main-d'oeuvre qualifiée dans les zones rurales. Ils créeraient progressivement de nouveaux emplois, du fait notamment que les industries et services auxiliaires trouveraient vite un climat favorable à leur développement, ce qui réduirait l'exode vers les zones urbaines.

Industries rurales

177. La Conférence a reconnu l'importance des industries rurales pour les économies nationales, car elles permettent à la fois d'obtenir des devises étrangères et d'améliorer les conditions de vie des ruraux. La production d'articles tels que briques, tuiles, ciment, engrais, pesticides, petit outillage agricole, chaux, meubles, textiles et conserves alimentaires de toutes sortes sont autant d'exemples d'industries rurales utiles au développement économique et au progrès de la nutrition dans la région. Il faut protéger les petites industries telles que le tissage, qui emploient plus de main-d'oeuvre que les grandes industries centralisées. L'aménagement des eaux en vue de l'électrification rurale, par exemple, est un facteur important de ce processus d'industrialisation. La Conférence recommande que le Directeur général, tenant compte de la résolution No 2/63 de la Conférence de la FAO, accorde une attention particulière au développement des industries agricoles dans la région extrême-orientale afin d'assurer l'utilisation maximum des cultures vivrières et autres, ce qui contribuerait au développement économique et industriel de cette région.

Traitement

178. Examinant la question d'une plus large utilisation des ressources naturelles, les délégués ont appelé l'attention sur l'intérêt qu'il y aurait à traiter les matières premières, en particulier les produits alimentaires et fourragers, dans le pays de production même plutôt que de les exporter à l'état brut. Cette transformation sur place ajoute beaucoup au revenu national et aide à réaliser à la fois des économies et des rentrées de devises étrangères. Il se produit un gaspillage injustifié d'aliments de protection, qui peut atteindre 20 pour cent. On a reconnu que le traitement et la préservation par des moyens tels que l'entreposage frigorifique pourraient contribuer notablement à réduire ou à éviter les pertes de denrées périssables. La fabrication en régions de montagne de produits laitiers, tel le fromage a été citée comme une technique de traitement villageoise qui permet dans certains cas de tripler le revenu des agriculteurs locaux. Il faut assurer des débouchés aux produits traités, mais, pour intensifier le commerce d'exportation, des améliorations considérables doivent être apportées aux méthodes de traitement et de manutention, de classement, d'emballage et de transport des produits. On a mentionné la fabrication de sucre et la conserve de champignons comme exemples d'industries agricoles locales qui sont susceptibles d'expansion et qui pourraient contribuer notablement au développement économique de la région.

Normes et classement par qualité

179. Certains délégués ont souligné l'importance du contrôle de la qualité et la nécessité de fixer pour les produits alimentaires des normes qui, en assurant leur uniformité, contribueraient au progrès des industries. L'application convenable des normes et du classement par qualité stimule les exportations et accroît la valeur marchande de produits comme le ghee. Il a été recommandé que le Directeur général étudie la possibilité d'élargir les activités de l'Organisation afin de fournir, chaque fois que possible, une assistance accrue aux Etats Membres pour l'établissement de normes réalistes et l'introduction d'un système de classement par qualité dans les industries alimentaires.

Coûts de production

180. La Conférence a étudié la question des prix de revient en se référant particulièrement au sucre, car la cherté de cette production dans la région l'empêche d'affronter la concurrence sur les marchés mondiaux. Le développement du secteur agricole et celui de l'industrie sont interdépendants et il faut relever la production agricole par habitant pour approvisionner les industries de fabrication et de traitement et réduire les prix de revient, partout où la population augmente. Il a été recommandé que le Directeur général examine les moyens de conseiller les Etats Membres sur les meilleures méthodes à appliquer pour abaisser les prix de revient de denrées comme le sucre, le coprah, l'huile de coco et la noix de coco desséchée, de façon à leur permettre de produire et d'exporter avec bénéfice et sans subvention.

Crédit et coopératives

181. La disponibilité de crédit a été considérée encore une fois par les délégués comme un important moyen de faire démarrer et de soutenir les industries rurales de tous types. La participation du capital et du travail et l'association entre moyens de crédit et moyens de commercialisation ont une influence considérable sur tous les aspects de la production agricole. On a estimé que les coopératives de producteurs étaient absolument indispensables pour relever la productivité et les gouvernements ont été instamment invités à créer et à développer ces coopératives chaque fois que possible, notamment dans les domaines de la production laitière, de la sucrerie, de l'huilerie et de l'industrie textile.

Etudes économiques

182. La Conférence a reconnu qu'on ne pouvait créer aucune industrie rurale sans avoir exécuté d'abord une étude approfondie des aspects économiques de base, portant sur les débouchés éventuels et les possibilités de réalisation. Les délégués ont été informés des travaux effectués par la FAO dans ce domaine et ils ont pris note des trois études en cours :

- a) Broyage des graines oléagineuses et production de tourteaux dans les pays tropicaux;
- b) Besoins d'investissements de l'industrie du jute dans les pays en voie de développement;
- c) Problèmes de la minoterie dans les pays en voie de développement. (On envisage une étude analogue sur l'usinage du riz).

183. Il est nécessaire de distinguer entre industrie et artisanat et de développer l'industrialisation chaque fois qu'on le pourra. Toutefois, l'industrialisation au niveau rural ne résoudra pas tous les problèmes économiques des pays neufs et, en fait, si elle n'est pas précédée d'études économiques soigneuses, elle risque de les aggraver. Par exemple, il importe d'alléger la pression démographique, ce qu'on pourrait faire en implantant des industries dans les zones rurales. De même, il est nécessaire que les villages soient reliés aux villes par de bonnes routes. Faute d'une telle infrastructure, il sera difficile de créer avec succès une industrie rurale.

VIII. CONDITIONS REQUISES POUR LE SUCCES DE L'ELABORATION ET DE LA REALISATION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT LAITIER

Introduction

184. Présentant le sujet, M. R.O. Whyte, Consultant de la FAO, a dit à la Conférence que le problème du développement de l'industrie laitière pouvait être abordé selon deux formules opposées et cependant complémentaires. D'un côté, les nutritionnistes et les ingénieurs en laiterie pensent qu'il faut entreprendre le développement laitier dans les cas où l'étude des marchés et les enquêtes sur la production agricole révèlent des perspectives favorables. L'autre conception est celle des planificateurs de l'utilisation des terres et des agronomes généralistes, pour qui l'élevage et le développement laitiers sont essentiellement un moyen d'atteindre un objectif plus vaste, accroître la production globale de la terre, en doublant, triplant ou quadruplant les rendements actuels.

185. Cet accroissement, soutient-on, suppose une intégration aussi poussée que possible des spéculations végétales et animales sur les terres cultivées elles-mêmes, de manière que les engrais puissent exercer un effet maximum sur la productivité des cultures vivrières et commerciales et que les variétés améliorées de ces cultures puissent produire à la limite de leur potentiel génétique. A cette fin, le type le plus prometteur d'élevage en Asie et en Extrême-Orient est évidemment l'élevage laitier, à condition toutefois que les bovins reçoivent une ration suffisante de produits fourragers obtenus sur des terres cultivées auxquelles les déjections seront intégralement restituées. Une production complémentaire de viande de boucherie pourrait être également organisée.

186. Un programme coordonné de développement laitier doit également comprendre des mesures concernant les aspects de l'amélioration des terres, de la zootechnie et de la nutrition animale, de la production et de l'amélioration fourragères qui semblent le plus propres à donner rapidement des résultats. Il est nécessaire de démontrer dans quelles conditions la production fourragère, transformée par des animaux bons producteurs en lait vendu à prix normaux ou subventionnés, offre à l'hectare une rentabilité comparable à celle des cultures vivrières ou commerciales et comment l'instauration de systèmes d'agriculture mixte aboutira à ne pas réduire, voire à accroître la production totale des cultures vivrières et commerciales sur des superficies moindres, dans les exploitations ou dans l'ensemble de la zone d'approvisionnement en lait.

187. La production laitière est un processus complexe, qui débute avec la construction de routes et l'électrification rurale et qui aboutit à l'obtention d'une ration digestible totale et, finalement, à la traite des animaux. Elle suppose une conception globale, un accord sur des objectifs communs et une collaboration entre les départements, les organismes locaux et les fonctionnaires, collaboration qui malheureusement fait trop souvent défaut dans les administrations agricoles. Le développement laitier, a conclu M. Whyte, est le catalyseur qui aide à intensifier la production et à réaliser le maximum d'heures de travail rentable par unité de superficie.

Influence des plans de développement laitier sur la vie rurale

188. Examinant les mesures qui permettent d'organiser une industrie laitière rentable, la Conférence a signalé l'influence profonde qu'exercent des mesures sur la vie et les moeurs des populations rurales. On a rappelé que, parmi tous les produits agricoles, le lait est une denrée hautement périssable, qui doit être vendue deux fois par jour et tous les jours. Les producteurs risquent fortement d'être exploités par des intermédiaires : afin de parer à ce danger, de fournir des stimulants aux agriculteurs et de s'assurer leur collaboration, la Conférence a estimé qu'il était indispensable de constituer des coopératives, avec tout ce que cela suppose de changements dans les habitudes séculaires de vie des agriculteurs. A cet égard, les délégués se

sont rendu compte qu'il était souhaitable que les agriculteurs aient une part et un intérêt financiers au bon fonctionnement des laiteries. Par exemple, dans le cadre d'un plan de développement laitier, des vulgarisateurs sont employés et payés par les agriculteurs pour lesquels ils travaillent. Les profits nets de l'opération servent à réaliser au village des améliorations comme la création d'écoles et de bibliothèques et le relèvement du niveau de nutrition. A cet égard, il ne s'agit plus pour les pays d'un simple plan de développement laitier, mais de mesures d'une grande portée pour le progrès de la vie rurale. La Conférence s'est néanmoins rendu compte que, dans de nombreux pays, la production laitière représente un concept nouveau et occupe encore une position secondaire par rapport à la production végétale. Si, de façon générale, l'importance croissante de la production laitière et de l'élevage est mieux perçue, la plupart des pays sont encore et avant tout soucieux d'accroître les rendements du riz.

Le passage à la production laitière

190. Tout en reconnaissant que le lait est un aliment parfait et en étant d'accord en principe pour accorder plus d'attention à la production et à la santé animales en général et à l'industrie laitière en particulier, les délégués ont noté que la réaction des agriculteurs était souvent décevante. Les petits exploitants qui pratiquent l'agriculture de subsistance, selon des traditions et des techniques archaïques, hésitent devant tous les risques que comporte l'adoption des méthodes de production laitière et le long délai qui doit s'écouler avant qu'on puisse escompter un profit. Le fait que la culture habituelle assure un gain en six mois exerce une attraction puissante. Cependant, il devient toujours plus évident que l'intensification de l'agriculture n'est possible que si la production végétale et l'élevage sont complètement intégrés sur une même terre. Les zones d'approvisionnement laitier pourraient devenir des oasis d'agriculture productive à un degré encore inconnu dans bien des pays. On a fait remarquer qu'en termes de production animale, le rendement final d'une culture herbagère pouvait atteindre dix fois celui du paddy. Il est prouvé qu'avec des animaux de bonne race et avec un prix fixé à la production laitière, la rentabilité des cultures fourragères soutient favorablement la comparaison avec celle de n'importe quelle culture vivrière ou commerciale. Lorsqu'on construit une laiterie, l'intervalle qu'établit le technologiste laitier entre la traite et la réfrigération détermine le rayon d'action de l'agronome. Il faudrait changer d'optique, en donnant la priorité aux animaux et en adaptant la production végétale à l'élevage, comme certains pays le font déjà avec succès. Les animaux laitiers seraient ainsi installés dans un rayon d'environ 80 km autour de la laiterie, associés à l'élevage porcin, à l'aviculture et à des cultures maraîchères pour mettre à profit la fertilité accrue du sol. La zone comprise entre 80 et 130 km serait affectée à la production de semences et aux cultures fourragères; au-delà, ce serait la zone d'engraissement des mâles des espèces laitières et d'élevage de bovins de boucherie de race pure ou croisée. Pour toutes ces activités, l'équipe d'experts comprendrait essentiellement un agronome du riz, un agronome des fourrages, un spécialiste de la zootechnie, un spécialiste de la reproduction animale et un technologiste laitier. Le Directeur général pourrait considérer la possibilité d'affecter au Bureau régional un spécialiste de la production laitière chargé de coordonner le développement laitier. La Conférence a noté qu'une publication conjointe FAO/FISE serait prochainement préparée sous le titre de "Critères agricoles pour le développement laitier".

Colonies de bovins

191. La Conférence a attentivement étudié les pratiques à suivre et les problèmes à résoudre pour créer des colonies de bovins ou d'animaux laitiers en évacuant les bovins des villes vers les campagnes et elle a examiné les méthodes appliquées en Inde. Elle a été sensible aux problèmes particuliers de ce pays, notamment aux considérations religieuses qui entravent sérieusement la création d'une industrie laitière moderne, comportant l'élimination des animaux improductifs. On a déclaré que, contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions du monde, alors que la limitation de la population humaine fait quelques progrès, on n'est pas encore parvenu à réduire sensiblement

le nombre des bovins superflus. Certains délégués se sont demandé si les dogmes religieux étaient effectivement le principal obstacle à l'élimination des animaux improductifs. Le regroupement en colonies ne donne pas toujours des résultats positifs et ne peut être considéré comme une solution complètement satisfaisante. Par exemple, une grande proportion des veaux restent inexploités, car il n'est pas rentable de les élever. La Conférence a estimé que le maintien d'un fort pourcentage d'animaux de productivité faible ou négative faisait obstacle au progrès et contribuait à perpétuer la pauvreté dans bien des régions. L'expansion graduelle de l'industrie laitière contribue quelque peu à corriger cette situation, mais il faut se rendre compte de l'énormité du problème et de ses multiples ramifications.

Elevage

192. Certains délégués ont estimé que tout plan d'utilisation des terres, s'il est appliqué correctement, devrait inclure l'élevage et la production laitière. Dans de nombreux pays, il est important d'étager les spéculations d'après l'altitude, en pratiquant les cultures dans les plaines, l'élevage et la sélection animale aux altitudes moyennes et l'exploitation des races indigènes sur les hautes terres. Le bétail est un aspect important du tableau écologique de chaque pays. Par suite des difficultés reconnues de la production fourragère dans les zones tropicales, le développement rationnel de l'élevage n'est pas facile et fait partie du problème général de la diversification. Plusieurs pays pratiquent maintenant avec grand succès l'alternance riz/cultures fourragères et d'autres devraient examiner cette possibilité. L'élevage ne peut être séparé de la protection vétérinaire qui pose d'immenses problèmes dans de nombreuses régions où les maladies contrarient sérieusement le progrès. La sélection et l'obtention d'animaux adaptés aux tropiques devraient recevoir beaucoup plus d'attention tant de la FAO que des pays de la région, car ces activités sont parties intégrantes de tout plan d'amélioration de la productivité animale. L'amélioration génétique nécessite de grands progrès dans le domaine de la nutrition animale, qui doit être étudiée parallèlement.

Insémination artificielle

193. Plusieurs délégués ayant rappelé que l'insémination artificielle était un moyen d'améliorer la productivité animale, la Conférence a entendu un exposé décrivant les progrès aussi bien que les inconvénients de cette technique. On a dit que, si l'insémination artificielle peut sans conteste aider puissamment à améliorer la qualité et le rendement du bétail, elle présente des risques qui ne doivent pas être sous-estimés. Il s'agit d'une technique clinique qu'il faut appliquer en veillant très scrupuleusement à l'hygiène, faute de quoi elle aboutit trop souvent à généraliser certaines maladies de la reproduction. Nombre de maladies qui peuvent être ainsi propagées provoquent la stérilité ou réduisent la fertilité et, lorsque cette technique est mal utilisée, elle peut aller à l'encontre de ses propres fins. Il est essentiel que les inséminateurs aient reçu une formation approfondie portant sur tous les aspects de la collecte, de l'emmagasiner, de la manutention, du transport et de l'application du sperme et qu'ils soient soumis à un contrôle réel garantissant que toutes les précautions d'hygiène voulues sont observées et que la technique est appliquée habilement et valablement. Il a également été signalé que le succès des programmes d'insémination artificielle exigeait que le contrôle des performances, l'exploration des troupeaux et l'action vétérinaire soient conduits efficacement.

Coordination des plans

194. La Conférence a appris avec préoccupation que des tentatives malheureuses et coûteuses avaient eu lieu dans plusieurs pays, où des dépenses d'équipement considérables ont été faites inutilement ou presque, en conséquence directe de l'imprévoyance et d'une insuffisance des études préalables. Tel a été le cas lorsqu'on a installé des laiteries sans se préoccuper suffisamment d'exécuter les enquêtes et études préliminaires indispensables. Ces études doivent être aussi bien économiques que techniques et porter sur les problèmes d'amélioration des terres, sur les marchés, sur les possibilités d'action coopérative, sur le potentiel de production, sur la conservation du

soi, sur le marketing et sur les rapports entre le coût probable de la manutention et le prix à payer aux producteurs. Il a été suggéré que le Directeur général envisage la préparation d'une étude sur les augmentations potentielles, portant notamment sur les méthodes administratives et financières les plus efficaces dans les laiteries, ainsi que sur le type de services de vulgarisation agricole donnant les meilleurs résultats. Les deux formules, celle du spécialiste de la nutrition humaine et de l'ingénieur en laiterie, d'une part, et celle du planificateur de l'utilisation des terres et de l'agronome généraliste, d'autre part, devraient se compléter pour aboutir au relèvement de la production et à l'amélioration de la nutrition.

Commercialisation et distribution

195. La Conférence a estimé que le secteur laitier comportera toujours de petites exploitations fournissant de faibles quantités de lait, obtenu probablement dans des conditions primitives. Par conséquent, aussi bien la collecte, la commercialisation et la distribution que le contrôle sanitaire continueront à poser des problèmes. C'est à cet égard qu'un service de vulgarisation efficace pourrait être utilisé avec le maximum de profit. Les gouvernements devraient s'efforcer d'accroître la superficie agricole et l'effectif des bovins productifs, de manière à créer des exploitations plus viables. Il faudrait prendre des mesures pour améliorer la commercialisation et le système de fixation des prix afin de corriger les déséquilibres qui peuvent survenir entre la demande et l'offre de produits laitiers durant l'expansion des exploitations laitières. Plusieurs délégués se sont inquiétés de la hausse continue du prix du lait écrémé en poudre et se sont demandés si elle était justifiée. Les pays avancés devraient tenir compte de ses répercussions sur l'organisation de nouveaux projets laitiers dans les pays en voie de développement. Un prix stable et raisonnable est nécessaire pour que l'on puisse continuer à produire et à commercialiser dans de bonnes conditions du lait de bufflesse "toned" et "double toned" obtenu à partir de lait écrémé en poudre, afin de satisfaire une exigence nutritionnelle et de stimuler l'industrie laitière. Enfin, la Conférence a reconnu la nécessité d'organiser à l'avenir un séminaire laitier pour faire le point des travaux accomplis et des problèmes qui se posent aux Etats Membres dans la mise en oeuvre de leurs programmes laitiers respectifs, ce qui permettrait d'étudier les solutions possibles et de les approuver.

IX. LE COMMERCE ET SES PERSPECTIVES

196. Les faits, les perspectives et les problèmes essentiels du commerce régional étaient présentés à la Conférence dans un document préparé par le Secrétariat (FERG/64/11(b)), sur la base des études effectuées par la FAO à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il ressort de ces études que les pays de l'Asie en voie de développement, pris globalement, sont plus tributaires des exportations agricoles que ceux de toute autre région. Les exportations agricoles de la région ont augmenté, mais avec lenteur, et elles n'ont pas progressé au même rythme que la population.

197. Un phénomène frappant est l'expansion des importations agricoles de l'Asie en voie de développement, qui a représenté plus de deux fois celle des exportations. Heureusement pour la balance des paiements d'un certain nombre de pays, une partie considérable de leurs importations de céréales, de riz et de coton a été obtenue à des conditions spéciales, particulièrement favorables aux importateurs.

198. Le déficit global des échanges commerciaux de l'Asie en voie de développement avec le reste du monde a presque quintuplé depuis dix ans. On peut s'attendre à ce qu'il s'accroisse encore, sauf modification profonde des politiques en matière de commerce mondial. Les deux facteurs principaux sont la baisse prévue du produit des exportations de caoutchouc et le déficit de céréales et de produits animaux qui augmentera probablement beaucoup plus fortement dans les prochaines années qu'au cours des années cinquante.

199. Il est apparu que les problèmes généraux de la région sont les mêmes que ceux des autres pays en voie de développement. On constate le même écart croissant entre les possibilités d'exportation et les besoins d'importation de denrées alimentaires et de biens d'équipement nécessaires aux investissements. On retrouve aussi l'instabilité d'une année sur l'autre des recettes provenant de l'exportation des produits agricoles; enfin, il s'est produit dans la région la même détérioration des termes de l'échange durant la dernière décennie.

200. Les principaux pays producteurs de thé envisagent d'accélérer leurs programmes d'expansion. S'ils ne trouvent pas de nouveaux débouchés, la pression sur les prix risque de s'intensifier. Les prix du jute ont subi des fluctuations considérables qui, pense-t-on, exercent une influence négative très marquée sur le développement à long terme de la consommation, le jute étant remplacé par des matières de prix plus stable. La progression des produits synthétiques rend extrêmement incertain l'avenir de la demande de caoutchouc naturel.

201. Un problème général, que la région connaît avec d'autres, est celui qui est né récemment de la constitution graduelle de la Communauté économique européenne. Jusqu'ici, les répercussions les plus graves avaient intéressé un pays développé de la région, à savoir l'Australie, qui est exportatrice de céréales. Mais la nouvelle politique applicable au riz depuis septembre 1964 aura certaines conséquences défavorables pour les exportateurs de cette céréale, mais l'ampleur de ces conséquences dépendra des facteurs très complexes qui détermineront le développement dont fera l'objet la riziculture en Italie, et peut-être en France. De graves difficultés risquent également de surgir dans l'avenir en ce qui concerne les exportations de matières grasses, de viande et de produits laitiers vers la Communauté économique européenne.

202. Le document de la FAO indique que les problèmes auxquels la région doit faire face dans le secteur du commerce sont très graves et que les perspectives ne sont pas bonnes, si les tendances passées persistent et si les gouvernements, en particulier ceux des pays développés, ne changent pas leurs politiques. Les améliorations sont à rechercher dans un resserrement de la coopération internationale.

203. Un grand pas dans ce sens a été franchi en 1964 à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Pour les produits agricoles, cette conférence a fixé un programme d'action qui comprend les principaux points suivants :

- a) accords internationaux sur les produits de base;
- b) accès aux marchés des pays développés;
- c) mesures concernant les produits synthétiques;
- d) expansion des échanges de produits primaires entre les pays en voie de développement.

Accords internationaux sur les produits

204. Les accords internationaux sur les produits ont tout naturellement constitué un élément des activités de la FAO, soit sous forme de travaux préalables aux accords, soit par l'intermédiaire des groupes d'étude de produits qu'elle dessert. La FAO a actuellement six groupes d'étude intergouvernementaux spécialisés. Le Groupe de la noix de coco a déjà examiné la possibilité de parvenir à un accord international sur ce produit. Le Groupe du jute a décidé de constituer un groupe de travail sur la stabilisation des prix qui se réunira en 1965 et examinera la possibilité d'appliquer les différentes solutions possibles, nationales et internationales. Les difficiles problèmes du commerce du riz seront examinés à nouveau par les gouvernements à la neuvième session du Sous-Comité consultatif des problèmes économiques du riz, qui se tiendra en avril 1965 à Rome, à moins que l'on ne puisse trouver avant cette date un lieu de réunion approprié en Asie. L'Année internationale du riz aura lieu en 1966 et un de ses principaux objectifs sera "d'inciter les gouvernements et les industries rizières à unir leurs efforts pour encourager le négoce du riz". Divers pays de la région sont étroitement associés aux activités du Groupe FAO des céréales, qui a

examiné la possibilité d'arriver à un accord sur les céréales secondaires, telles que le maïs, l'orge et le sorgho. Une réunion ad hoc sur le thé aura probablement lieu en avril ou mai 1965.

205. A sa dernière session, la Conférence régionale avait demandé instamment "aux gouvernements des pays développés d'assurer sur leurs marchés des débouchés raisonnables aux exportations de produits agricoles des pays de la région". Il est toutefois difficile d'assurer cet accès dans le cas des produits qui peuvent également être cultivés dans les zones tempérées. Toutefois, quelques progrès ont été réalisés dans les nouveaux accords conclus avec le Royaume-Uni pour les céréales. Pour le riz, le représentant de la Commission de la Communauté européenne a réitéré certaines assurances à la dernière session du Sous-Comité consultatif des problèmes économiques du riz, mais les pays exportateurs de la région doivent demeurer vigilants et prêts à prendre les mesures appropriées.

Produits synthétiques

206. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a formulé une série de recommandations visant à atténuer l'impact de la concurrence des produits synthétiques sur les économies des pays exportateurs en voie de développement. Dans une grande mesure, c'est la formule produit par produit qui est la plus indiquée pour étudier cette concurrence et la nature des remèdes éventuels. Les travaux de la FAO relatifs aux problèmes économiques que posent les produits synthétiques sont en conséquence intensifiés.

Expansion du commerce entre les pays en voie de développement

207. La FAO a esquissé dans le document FERC/64/11 (b) quelques possibilités de développer le commerce entre les pays de la région. Il y est dit en particulier que la conclusion pour le riz d'accords multilatéraux pourra harmoniser les intérêts des exportateurs et des importateurs de la région. L'expansion importante récemment prise par les exportations thaïlandaises de maïs vers le Japon fournit un bon exemple d'expansion du commerce intrarégional.

208. La Conférence a approuvé l'analyse des faits, des perspectives et des problèmes essentiels du commerce régional. L'accent a été mis sur les dangers inhérents au déficit croissant de la balance commerciale de la région, qui s'aggrave par suite de la détérioration des termes de l'échange et sous l'effet de la concurrence croissante des produits synthétiques et autres produits de remplacement des produits agricoles. L'instabilité des prix a sévèrement contrecarré la réalisation des plans nationaux.

209. Plusieurs délégations ont déclaré que le but ultime était la libération des échanges sur une base multilatérale, mais des difficultés se posent du fait que les divers pays en sont à des stades différents de développement. Tout en estimant qu'il était souhaitable de diversifier les échanges et de spécialiser la production, la Conférence a noté les obstacles qui s'y opposent, tels que l'absence d'utilisations de remplacement pour une partie considérable des terres et le fait qu'en grande majorité la population de la région vit de l'agriculture.

210. Entre-temps, il faudra s'efforcer vigoureusement de conclure des accords internationaux sur les produits, ou tout au moins d'organiser des consultations et des échanges de vues sur des produits particuliers. Néanmoins, certains délégués ont signalé les immenses problèmes inhérents à de tels accords. Ils ont notamment souligné que des prix excessifs pour les produits naturels risquaient de stimuler la fabrication et l'emploi de produits de remplacement, et il a été indiqué que certains experts jugent insurmontables les problèmes techniques que pose la conclusion d'un accord sur la viande.

211. La Conférence a souligné à nouveau la nécessité vitale d'ouvrir plus largement les marchés des pays développés aux produits de la région, qu'il s'agisse de produits primaires ou de produits partiellement ou complètement transformés. La délégation du Laos a signalé les problèmes particuliers aux pays privés d'accès à la mer qui, pour pouvoir développer leurs échanges, doivent avant tout disposer de possibilités de transit généreuses et efficaces.

212. Le délégué des Philippines a appelé l'attention sur l'existence dans la région d'un potentiel de matières premières agricoles actuellement inexploité et dont il faut étudier l'utilisation possible par les industries aussi bien des pays développés que des pays en voie de développement. Afin de mettre en oeuvre ces recommandations, le Directeur général a été invité à organiser un groupe de travail ayant les tâches suivantes :

- a) Etudier les possibilités de développer le commerce des produits agricoles, aussi bien à l'état brut qu'après transformation, en dehors des exportations traditionnelles des pays de la région;
- b) Déterminer la base et les méthodes à adopter pour les enquêtes et les études sur les besoins de matières premières agricoles nouvelles dans les industries des pays développés.

213. La Conférence a invité le Directeur général :

- a) à coopérer pleinement avec la nouvelle Organisation qui doit être constituée en conséquence de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
- b) à poursuivre et à intensifier ses travaux sur la possibilité de conclure des accords internationaux sur les produits;
- c) à fournir les facilités nécessaires aux groupes d'étude s'occupant des produits qui présentent un intérêt particulier pour la région;
- d) à coopérer avec la CEAEO en ce qui concerne les aspects techniques de l'expansion des échanges intrarégionaux;
- e) à s'efforcer d'élaborer un plan pour la répartition internationale des tâches entre pays développés et pays en voie de développement;
- f) à fournir les données analytiques indispensables à une planification rationnelle et fructueuse et à toute autre action régionale et nationale. Ceci comporte notamment :
 - i) des travaux en matière de projections sur les produits;
 - ii) des études sur la concurrence des produits synthétiques et autres produits de remplacement;
 - iii) l'octroi aux gouvernements d'avis spécialisés sur les produits, en ce qui concerne la possibilité d'accroître les exportations et d'éviter des importations, notamment les possibilités d'intensifier le traitement des produits dans les pays en voie de développement;
 - iv) des études périodiques sur la situation, les tendances et les perspectives mondiales des produits individuels.

X. INCIDENCES DE L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE

214. Présentant la question, M. C.S. Christian, Consultant de la FAO, a souligné l'ampleur du problème que l'accroissement démographique pose à l'agriculture. Le document de base préparé par la FAO (FERG/64/12) analyse la question en rapportant les insuffisances actuelles des disponibilités et les besoins alimentaires futurs à l'accroissement prévisible de la population totale et aux modifications probables de sa structure. Le document indique également les effectifs prévus de la main-d'oeuvre urbaine, rurale et agricole. Il aboutit aux principales conclusions ci-après : quantitativement et qualitativement, l'alimentation actuelle ne répond pas aux besoins les plus urgents de la population totale; pour satisfaire les besoins caloriques et améliorer la qualité de l'alimentation, il faudrait que d'ici 1975, les disponibilités alimentaires régionales augmentent de 75 pour cent. D'autre part, pour assurer à toute la population en l'an 2000 une alimentation qualitativement et quantitativement acceptable, il faudrait quadrupler les disponibilités totales. Dans l'un et l'autre cas, il importe d'accroître les disponibilités de produits de l'élevage pour relever la qualité du régime.

215. Le document souligne également qu'en nombres absolus, la main-d'oeuvre agricole augmentera vraisemblablement pendant un certain temps, d'où la nécessité pour l'agriculture de continuer à évoluer vers une utilisation intensive de la main-d'oeuvre.

216. M. Christian a déclaré que même si l'on nuance les hypothèses sur lesquelles repose cette analyse, la tâche demeure énorme. Les vingt prochaines années seront les plus critiques, car il est à prévoir que le taux d'accroissement démographique restera élevé et l'agriculture devra tenter non seulement de combler l'écart entre besoins et disponibilités, mais aussi de créer les bases d'une structure qui lui permettra de satisfaire plus tard une demande considérablement accrue. Etant donné l'augmentation de la pression démographique sur les ressources productives, a-t-il dit, il est essentiel d'utiliser efficacement ces ressources, ce qui suppose une planification soignée des modifications et de l'évolution dans le domaine agricole. Cette planification pourra reposer soit 1) sur l'analyse des demandes probables, aboutissant à la détermination d'objectifs et de politiques, soit 2) sur la connaissance des ressources d'un pays et de leur potentiel, de ses limitations et de ses problèmes, suivie par l'élaboration de programmes d'action visant à réaliser l'utilisation plus complète des ressources de la manière la plus rapide, la plus économique et la plus acceptable. Les deux formules devront être appliquées, mais le consultant a souligné que les pays n'accordent pas assez d'attention à la deuxième. Il sera de plus en plus important de disposer de renseignements valables sur les ressources et il convient de commencer dès maintenant à les réunir. L'orateur a invité les pays à organiser des enquêtes sur les ressources et il a souligné la nécessité d'un effort spécial pour former du personnel capable d'effectuer ces enquêtes intégrées et d'établir les plans préliminaires de mise en valeur coordonnée des ressources. Il a indiqué qu'il y aurait besoin d'un centre international pour former du personnel aux aspects techniques de l'inventaire et de l'évaluation intégrés des ressources. Bien qu'il existe une certaine communauté de conditions entre les pays de la région et des possibilités de coopération régionale dans certains domaines, comme le commerce, la science et la formation professionnelle, chaque pays devrait, autant que possible, rechercher lui-même la solution de ses propres problèmes, eu égard à ses ressources et à son niveau de développement.

217. L'agriculture aura à jouer divers rôles, l'accroissement de la production restant toutefois sa tâche la plus évidente. Du fait de sa place prédominante dans les pays neufs, elle devra aussi contribuer de manière substantielle au développement économique général en produisant des denrées non alimentaires. A ce titre, elle aura à fournir des produits pour l'exportation et des matières premières pour l'expansion des industries de traitement et employer une main-d'oeuvre croissante jusqu'au moment où celle-ci pourra être absorbée grâce aux progrès de l'industrialisation.

218. Il faudra une agriculture bien plus efficace. Ceci suppose la sélection et l'utilisation des ressources, l'amélioration des méthodes de production et l'emploi le plus économique des ressources auxiliaires de la part de l'agriculture. Ces conditions devront également être réalisées dans les autres secteurs de l'économie, mais on devra veiller à ce que cet effort soit orienté de manière à donner à l'agriculture la priorité qu'elle mérite dans le développement.

219. Dans les exploitations, l'efficacité est à rechercher dans le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale et les programmes traditionnels devront être modifiés par les progrès de la technologie. Initialement, cette technologie, si essentielle pour le progrès agricole, proviendra en partie des pays développés, mais il faudra d'importants travaux de recherche dans les régions rurales, afin d'adapter les pratiques aux conditions locales. Des recherches originales seront également indispensables, particulièrement après que l'application des techniques importées aura exercé ses premiers effets, ainsi que dans les zones présentant des problèmes particuliers. Parmi celles-ci figurent les régions tropicales et arides où l'agriculture a moins progressé que dans les régions tempérées. Pour que la recherche aux fins d'adaptation et la recherche originale puissent se développer comme il convient, les services et des établissements scientifiques nationaux devront être renforcés.

220. En dehors des exploitations, l'efficacité exigera l'organisation d'une vaste gamme de services et institutions agricoles : recherche et vulgarisation, production de semences, usines d'engrais, usines de traitement, moyens de transport, de commercialisation et de crédit. Il faudra en outre accroître l'efficacité de l'organisation et de l'administration générales des services agricoles. Pour réaliser ces progrès, on devra développer ou améliorer les moyens de formation du personnel de toutes catégories de l'administrateur au planificateur, à l'homme de science, au technicien et à l'exploitant.

221. Au cours du débat qui a suivi, divers délégués ont vigoureusement souligné l'importance des mesures à prendre pour freiner la croissance démographique et pour maintenir à long terme la population dans les limites raisonnables. Cette exigence se manifeste particulièrement dans les pays qui n'ont guère de ressources agricoles pour accroître leur production. En même temps, l'opinion unanime a été qu'il fallait tout faire sur le plan national et international pour utiliser de plus en plus efficacement toutes les ressources de manière que la production agricole puisse augmenter d'environ 4 pour cent par an. Le document de travail donnait ce taux comme nécessaire pour combler l'écart entre l'accroissement démographique et les disponibilités alimentaires dans l'avenir prévisible.

222. Le délégué des Philippines a mis en lumière l'urgence du problème en signalant le taux élevé de l'accroissement démographique dans son pays et, ce faisant, il a réitéré le point de vue du consultant, à savoir que "les quelque dix prochaines années seront critiques et nous ferions bien de nous rappeler et de rappeler aux gouvernements que ces dix prochaines années ont commencé dès aujourd'hui". L'orateur a indiqué à la Conférence que son gouvernement s'occupait de créer un institut démographique et il a attiré l'attention sur la prochaine Conférence mondiale de la population, dont une session sera consacrée au problème des approvisionnements alimentaires et de la population. Il a vivement invité les pays de la région à participer activement à cette conférence.

223. Exposant les plans de développement de son pays jusqu'en 1985, le délégué du Pakistan s'est dit optimiste, car, durant la dernière période quinquennale, production et revenu national ont augmenté plus fortement qu'on ne l'envisageait. Si ce rythme se maintient, il devrait être possible de satisfaire les besoins de la population d'ici 1975. Toutefois, à propos des plans à plus long terme, l'orateur a souligné le rôle toujours plus important que devra jouer le planning familial.

224. Le délégué de l'Inde a estimé qu'une organisation internationale de limitation des naissances était nécessaire. Il a lui aussi souligné qu'il fallait aborder le

problème sous l'angle à la fois du contrôle de la population et du relèvement de la production. A cette dernière fin, il a indiqué diverses techniques qui devraient aider son pays à atteindre une haute productivité, notamment l'introduction de végétaux et la sélection de variétés nouvelles, l'utilisation des eaux, la multiplication des récoltes, la production et l'utilisation d'engrais et de produits antiparasitaires et la lutte phytosanitaire. Il a également mentionné la nécessité d'éliminer le cheptel inutile et d'intensifier la mécanisation. Il a particulièrement souligné la possibilité de tirer de la nourriture des mers. S'il est nécessaire d'accroître au maximum la production de l'agriculture, le développement de ce secteur doit être coordonné avec celui de l'industrie.

225. Le délégué du Népal a mentionné les difficultés que comporte l'application de mesures de contrôle de la population et il a attiré l'attention sur le fait que certains pays n'étaient pas à même de fournir à tous les agriculteurs tout le soutien nécessaire concernant les techniques que l'on sait fructueuses. Il a souligné les faiblesses de situations dans lesquelles, malgré des tentatives de réforme agraire, les agriculteurs restent exploités et ne sont guère incités à accroître leur production.

226. Le délégué de la France a été d'accord sur la nécessité d'accroître la spécialisation afin de produire au maximum et de commercer dans les conditions les plus économiques. Il a rappelé l'accent que la FAO a mis par le passé sur la production sélective et il a estimé qu'elle devrait réaffirmer l'importance de ce concept. Il estime en outre qu'il existe des possibilités de coopération internationale en vue de l'étude des problèmes de production à l'échelle de zones écologiques qui, sans couvrir tout un pays, débordent ordinairement sur plusieurs. Il a ajouté que l'initiative dans ce domaine pourrait venir de différentes sources, y compris peut-être le Fonds spécial.

227. Le délégué du Japon a indiqué que la notion de planning familial était très répandue dans son pays, qui avait en fait ramené son accroissement démographique à 0,9 pour cent par an, taux inférieur à celui de bien des pays développés. Il a dit que le Japon avait pu accroître sa production vivrière en affectant la main-d'oeuvre rurale excédentaire à des projets de développement intéressant l'alimentation et que ce type d'investissement était considéré comme tout aussi important que les investissements dans des travaux d'irrigation et de drainage. Selon lui, les pays neufs pourraient utiliser de cette manière leur surplus de main-d'oeuvre rurale grâce aux coopératives et à l'action gouvernementale. Il a ajouté qu'on assistait à un important exode des jeunes travailleurs ruraux vers l'industrie et que ceci s'était répercuté négativement sur la disponibilité et la qualité des travailleurs agricoles, au point qu'on avait dû adopter des méthodes mécanisées pour économiser la main-d'oeuvre.

228. Le délégué du Royaume Uni a souligné qu'il importe de réserver de la terre aux usages agricoles et exécuter sans tarder des inventaires de ressources en vue de la planification. Il a cité l'exemple de Hong-Kong où l'élevage laitier s'est montré plus profitable, même sur des terres considérées normalement comme à vocation uniquement forestière. Il a attiré l'attention sur l'intérêt que présente le traitement des ordures ménagères à Hong-Kong. Pour ravitailler les 3 700 000 habitants de ce territoire avec une superficie agricole de 16 000 hectares seulement, il a fallu intensifier l'agriculture à l'extrême, par exemple en réalisant six à huit récoltes maraîchères par an. Des importations alimentaires restent nécessaires, mais elles sont possibles grâce au développement parallèle de l'industrie. On a souvent dit que les progrès de Hong-Kong tenaient du miracle; en réalité ils sont le fruit uniquement du labour acharné de la population, dans lequel il faut voir le principal moyen de provoquer l'essor agricole.

229. Le délégué du Viet-Nam a dit que son pays possédait des ressources inexploitées et que, malgré la rapidité de l'accroissement démographique, il n'éprouvait pas de difficultés particulières à satisfaire les besoins alimentaires.

230. L'observateur de la BIRD a été d'accord avec le consultant pour mettre l'accent sur la nécessité d'inventorier les ressources et d'être renseigné avec précision sur

celles-ci. Il a indiqué que la Banque pouvait apporter une contribution majeure à l'appui du développement agricole, à condition qu'elle soit saisie de projets bien déterminés, reposant sur de bonnes statistiques des ressources et choisis suivant un ordre d'urgence.

231. Le délégué de la Birmanie ne partage pas entièrement l'inquiétude d'un grand nombre de délégations en face du problème démographique et il a dit que les ressources humaines, si elles sont utilisées rationnellement, peuvent être considérées un précieux atout pour le développement de l'agriculture et de l'industrie.

232. L'observateur du Saint-Siège a déclaré que l'Eglise catholique se préoccupait sérieusement de la question de la faim, qui soulève de nombreux problèmes d'ordre moral. L'Eglise se réjouit de chaque naissance, mais elle reconnaît que tout nouveau-né doit être assuré de recevoir une alimentation convenable. Il a indiqué à la Conférence que l'Eglise était consciente du problème démographique et étudiait activement le moyen de trouver une solution compatible avec les principes moraux en jeu.

233. Le délégué de Ceylan a estimé qu'un autre facteur pouvant influencer beaucoup sur la croissance démographique était le relèvement des niveaux de vie, qui, on l'a constaté, réduit les taux d'augmentation. Il a souligné qu'en établissant les plans d'inventaire des ressources, il importait de tenir compte de l'intérêt des producteurs et des consommateurs à la fois. Il pense que les pays développés ont la responsabilité d'aider les pays neufs non pas par des mesures de charité, mais en apportant une aide qui profite aux deux parties, comme la fourniture de capital et la coopération sur les questions de commerce.

234. Durant les débats, les délégués ont proposé que la FAO renforce son Bureau régional de Bangkok en y affectant des spécialistes de l'évaluation des ressources, de la planification intégrée et des problèmes démographiques, pour aider les pays à inventorier leurs ressources, ainsi qu'à étudier et à analyser leur situation démographique par rapport aux disponibilités alimentaires.

235. La Conférence a formulé la recommandation ci-après :

La Conférence,

Reconnaissant qu'il est essentiel d'évaluer toutes les ressources d'un pays pour pouvoir établir des projets de développement;

Se rendant compte que l'évaluation des ressources est une tâche difficile pour les pays de la région pris individuellement et qu'elle nécessite le concours de spécialistes de nombreuses disciplines;

Recommande au Directeur général de prendre favorablement en considération toute proposition tendant à améliorer les moyens disponibles pour la formation de personnel dans le domaine de l'évaluation des ressources, y compris éventuellement l'organisation d'un centre international de perfectionnement sur les techniques d'évaluation intégrée des ressources.

XI. CONCLUSIONS

236. Résumant les débats de la Conférence, le Représentant régional a remercié le Gouvernement de la République des Philippines des excellentes dispositions prises en vue de la session. Il a également remercié le Président d'avoir su mener les débats avec tant de cordialité et tant d'efficacité à la fois. Soulignant le niveau élevé auquel s'est constamment maintenue la discussion, il a rendu particulièrement hommage aux consultants, qui ont tellement contribué au succès de la Conférence. Ayant dit combien l'absence du Président Macapagal à la cérémonie d'ouverture avait été regrettée, il a évoqué l'allocution du Président, lue à la Conférence par M. Mauro Mendez, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, en particulier les passages concernant la course entre la population et la production et l'importance de l'éducation de manière durable pour résoudre le problème de la faim. L'orateur s'est plu à rappeler l'expression de confiance dans le travail de la FAO, également contenue dans cette allocution. Se déclarant d'accord avec M. Macapagal sur la nécessité impérieuse de mobiliser les ressources des pays neufs afin d'assurer aux populations une vie meilleure, il a attiré l'attention sur ce qui laisse à désirer dans l'état actuel des choses.

237. Pour quadrupler la production comme il serait nécessaire de le faire, il est impératif, a-t-il dit, que les exploitants collaborent activement à l'effort. C'est seulement en les éduquant et en leur apportant les stimulants voulus, sur le plan aussi bien économique que social, que l'on parviendra à modifier leur mentalité.

238. L'attention des délégués a été appelée sur le programme de coopération que la FAO et la BIRD sont en train d'établir en vue de l'exploitation des possibilités en agriculture, ainsi que sur les mesures proposées aux gouvernements des Etats Membres afin de renforcer le travail de la FAO dans le domaine des pêches. L'orateur a exprimé l'espoir que ces propositions seraient appuyées sans réserve. La forêt a également un rôle décisif à jouer dans l'économie des pays en voie de développement et elle constitue une source précieuse de devises étrangères, outre son utilité pour la conservation du sol et des eaux.

239. La CMCF inspire tout le travail de l'Organisation, son objectif étant d'inciter les pays à agir pour supprimer la faim. Il est apparu que la plupart des pays possèdent des comités de la CMCF, qui font du bon travail. Il faudrait en faire des organes permanents, accélérer les programmes d'association et poursuivre la Campagne jusqu'à la victoire définitive. A cet égard, il ne faut pas oublier l'avertissement qu'a donné M. Christian, à savoir que la période critique sera celle des dix ou vingt prochaines années, car, si l'on veut atteindre les objectifs fixés pour l'an 2000, les bases de cette action doivent être jetées dès maintenant. Il faut mobiliser l'énergie et l'enthousiasme de la jeunesse au service de cet effort et les gouvernements devraient appuyer sans réserve l'Appel à la mobilisation mondiale des jeunes.

240. Les divers aspects du développement agricole ont fait l'objet d'une attention considérable. La discussion a porté sur de multiples aspects - formation de spécialistes du développement agricole sous des auspices internationaux, ainsi que spécialistes de l'évaluation des ressources; plan indicatif mondial pour l'agriculture proposé pour la première fois au Congrès mondial de l'alimentation; amélioration des institutions et des dispositifs; problèmes de crédit; investissements agricoles; améliorations techniques dans les différents domaines; irrigation, conservation du sol; engrais, semences; produits antiparasitaires; gestion des exploitations - et bien d'autres encore. La nécessité d'une action concertée dans tous ces différents domaines a été considérée comme indispensable si l'on veut réaliser des progrès véritables et les projets intégrés sont d'un grand intérêt à cet égard. D'importantes recommandations ont été formulées et le Directeur général ne manquera pas d'examiner attentivement celles qui lui ont été adressées.

241. L'exposé sur le développement de l'agriculture au Japon a fourni une abondante matière à réflexion et il est clair, a estimé l'orateur, qu'un processus d'adaptation est nécessaire dans les autres pays de la région. Il serait utile et instructif à cet égard de voir comment le Japon lui-même a adapté son agriculture à partir des formules occidentales. Le rôle des organisations d'agriculteurs dans la promotion du développement agricole a été reconnu et devrait être étudié ultérieurement. Il faut de même intensifier les activités dans le domaine de la vulgarisation, pour garantir que les problèmes des agriculteurs seront abordés avec toute la compréhension nécessaire.

242. Le rôle fondamental de la réforme agraire pour le progrès agricole a été reconnu. L'importance de la contribution que peuvent apporter les industries agricoles a été admise sans réserve et elle ne doit à aucun moment être perdue de vue par les intéressés. Si tous les plans coordonnés de développement laitier doivent se préoccuper de l'amélioration des terres, de l'élevage et de la nutrition animale, en raison de l'importance que présente le lait pour corriger la malnutrition protéique, notamment celle des enfants d'âge scolaire, l'ensemble du problème présente un caractère d'urgence et appelle des mesures rapides de la part des gouvernements.

243. On a reconnu que les problèmes du commerce, avec toute leur complexité, sont d'une importance fondamentale, puisque le développement de la plupart des pays de la région dépend de la mesure dans laquelle ils pourront, en exportant, se procurer les devises étrangères qu'il leur faut pour payer leurs importations indispensables. Le concours déjà fourni par la FAO à la Conférence des Nations Unies sur le développement et le commerce a été fort apprécié et il va de soi que la FAO continuera à aider les Etats Membres à atteindre leurs objectifs.

244. En conclusion, l'orateur s'est dit convaincu que les délégués quitteraient Manille avec une perception plus vive de la nécessité d'accélérer le développement agricole par tous les moyens possibles, car il est impératif d'assurer toute la nourriture dont a besoin un monde affamé.

245. Les travaux de la Conférence ont été accélérés à la demande des délégués et la séance de clôture s'est tenue le 21 novembre. Elle a été consacrée à l'adoption du projet de rapport. Le Président a alors invité les délégués à prendre la parole sur toute question pertinente.

246. Après avoir remercié le Gouvernement des Philippines de sa généreuse hospitalité et de l'excellente organisation de la réunion, le Chef de la délégation coréenne, a offert au nom de son Gouvernement, d'accueillir sans son pays la huitième Conférence régionale de la FAO, en 1966. La délégation japonaise a appuyé cette proposition et elle a remercié la délégation coréenne de cette offre généreuse. Plusieurs autres délégations ont également exprimé leur reconnaissance au Gouvernement des Philippines et félicité le Président pour son excellente conduite des débats. Des remerciements sont également allés au Directeur général pour avoir organisé la Conférence, ainsi qu'au Secrétariat de la FAO pour la contribution qu'il a apportée. Toutes les délégations se sont dites complètement satisfaites de cette Conférence qui, jugent-elles, a contribué de manière remarquable au développement agricole de la région.

247. Le Président a brièvement répondu à la motion de remerciement adressée à son Gouvernement et à lui-même et il s'est dit reconnaissant que l'occasion lui ait été donnée de jouer le rôle d'hôte et de président. Le représentant régional a remercié le Président et les délégués de leur précieux concours, qui a assuré le succès de la Conférence. Répondant au Chef de la délégation coréenne, il a déclaré que le Directeur général serait très heureux de prendre en considération l'offre généreuse formulée par celle-ci.

248. Le Président a alors prononcé la clôture officielle de la session.

ANNEXE ILISTE DES DELEGUES ET OBSERVATEURSDELEGUES

AUSTRALIE

C.W. Strutt,
Assistant Secretary,
Department of Primary Industry,
Canberra

R.A. Walker,
Second Secretary,
Australian Embassy, Manila

J.C. Lamrock,
Principal Agricultural Officer,
c/o D.A.S.F., Port Moresby,
Papua and New Guinea

BIRMANIE

Ye Goung
Additional Secretary,
Ministry of Agriculture and Forests,
Rangoon

U Ba Hnin,
Chief Agricultural Officer,
Agricultural Department
Rangoon

U Chit Sein
Divisional Manager
c/o U.B.A.M.B.,
Rangoon

U Maung Maung Khin
Marketing Officer
Directorate of Agriculture,
Rangoon

Khin Maung
Officer on Special Duty
Agricultural and Rural Development Corporation
Rangoon

U San Shwe Mya
Engineering Division of A.R.D.C.
Rangoon

CEYLAN

C.S. Ratwattee
Parliamentary Secretary (Junior Minister)
Ministry of Agriculture, Food and Fisheries
Colombo

J.V. Fonseka
Commissioner of Agrarian Services
Department of Agrarian Services
Colombo

FRANCE

André Angladette
Inspecteur général de Recherches
Institut de recherches agronomiques tropicales
et des cultures vivrières (IRAT)
110, rue de l'Université
Paris 7e

INDE

C. Subramaniam
Minister for Food and Agriculture
New Delhi

M.S. Randhawa
Director-General and Special Secretary
Ministry of Agriculture
New Delhi

R. Barath
Personal Assistant to Minister for Food and Agriculture
New Delhi

V.N. Dandekar
Professor, Gokhale Institute of Politics and Economics
Poona 4

V. Kurien,
General Manager
Kaira District Cooperative Milk Producers' Union Ltd.,
Anand, Gujarat State

S. Sampath
Cytogeneticist
Central Rice Research Institute
Cuttack 6

INDONESIE

Deputy Minister Koesniobari,
Deputy Minister of Agriculture
Djakarta

Widodo Atmosutirto
Second Secretary
Indonesian Embassy, Manila

Ma'mur Sugeng
Senior Official
Department of Agriculture
Djakarta

Director Djatijanto
Director, Cereal Research Institute
Bogor

JAPON

Ichiro Nakanishi
Deputy Vice-Minister
Ministry of Agriculture and Forestry
Tokyo

Masahiro Maeda
Counsellor
Embassy of Japon in Philippines

Kunio Kagayama
Chief of Extension and Education Section
Agricultural Administration Bureau
Ministry of Agriculture and Forestry
Tokyo

Takeo Iguchi
Second Secretary
Embassy of Japon in Burma

Michio Takeda,
Second Secretary
Embassy of Japon in Burma

Jiro Hashiguchi
Technical Secretary
International Cooperation Section
Agriculture and Forestry Economic Bureau
Ministry of Agriculture and Forestry
Tokyo

Tetsuo Watanabe
Chief, Research Division
Japan FAO Association
Tokyo

COREE

Kook Chin Han
Vice Minister
Ministry of Agriculture and Forestry
Seoul

Song Chil Lee
Chief, Agricultural Credit Division
National Agricultural Cooperatives Federation
Seoul

Ju In Song,
Chief, Agriculture Economic Section
Ministry of Agriculture and Forestry
Seoul

Hyun Gon Kim
Attaché
Ministry of Foreign Affairs
R.O.K.
Seoul

S. Hwan Suh
Secretariat
FFHC
Seoul

LAOS

Keo Viphakone
Secrétaire d'Etat à la Prévoyance sociale,
Ministère de la Prévoyance sociale
Vientiane

Tiao Somsavath Vongkoth
Directeur de l'Agriculture
Vientiane

Khamsouk Singharay
Directeur de l'élevage et du Service vétérinaire
Vientiane

Phouangphan Phoumavong
Chef p.i. de la Section de la recherche agricole
Direction de l'Agriculture
Vientiane

7

MALAISIE

M.K. Johari
Minister of Agriculture and Cooperatives
Kuala Lumpur

S.H. Lew
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Kuala Lumpur

M.Y. Rahim
Assistant Secretary
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Kuala Lumpur

M.B. Jamil
Director of Agriculture
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Kuala Lumpur

A.M. Amin
Senior Agronomist
Department of Agriculture
Kuala Lumpur

NÉPAL

K.B. Singh
Minister of Agriculture
Kathmandu

T.M. Suwal
Under Secretary
Ministry of Agriculture
Kathmandu

J.P. Pradhan
Director,
Department of Agriculture
Kathmandu

NOUVELLE-ZELANDE

P.K. Edmonds
Counsellor,
New Zealand Embassy
Bangkok

H.C. Dixon
FFHC National Secretary
New Zealand

PAKISTAN

S.K. Rahim
Deputy Secretary
Ministry of Agriculture
Rawalpindi

PHILIPPINES

J.Y. Feliciano
Secretary of Agriculture and Natural Resources
Department of Agriculture and Natural Resources
Diliman
Quezon City

I. Pascual
Under Secretary for Agriculture
Department of Agriculture and Natural Resources
Quezon City

B.M. Gozon
Governor, Land Authority
Diliman,
Quezon City

E.E. Cruz
Director of Plant Industry
Bureau of Plant Industry
Manila

A. Coronel
Director of Animal Industry
Bureau of Animal Industry
Manila

R. Marfori
Director, Bureau of Soils,
Manila

A.F. Rivera
Director of Forestry,
Bureau of Forestry,
Manila

A. Roldan Jr.
Commissioner of Fisheries,
Philippine Fisheries Commission,
Manila

C.V. Crucillo
Director, Office of Foreign Aid Coordination,
National Economic Council,
Manila

E. Morales
Chairman
National FAO Committee,
Quezon City

B.G. Bantegui
Director, Office of Statistical Coordination and
Standards
National Economic Council
Manila

D.A. Maulit
Chief Agricultural Economist,
Department of Agriculture and Natural Resources,
Diliman, Quezon City

E.M. Baluyut,
Commissioner, Agricultural Productivity Commission,
Diliman, Quezon City

A.B. Castro
Acting Director
Office of National Economic Council
Manila

THAILANDE

M.C. Chakrabandhu
Director-General,
Department of Agriculture
Bangkok

C. Pichaironarongsongkram
Director-General,
Department of Livestock Development
Ministry of Agriculture,
Bangkok

I Chandrastitya
Rector, Kasetsart University,
Office of Prime Minister,
Bangkok

ROYAUME UNI

(Iles Fidji)

J.A. Sandys
Director of Agriculture,
Fidji, Department of Agriculture,
Suva

(Hong-Kong)

E.H. Nichols
Assistant Director
Department of Agriculture and Fisheries
Kowloon, Hong Kong

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

K.A. Haines
Assistant Director,
Agricultural Research Service,
U.S. Department of Agriculture,
Washington D.C.

C.H. Wilson,
Director, Technical Services,
Far East Bureau A.I.D.,
State Department,
Washington D.C.

L.R. Paramore
Agricultural Attaché
American Embassy, Manila

VIET-NAM

N.V. An
Directeur adjoint
Ministère des Affaires rurales
Saigon

D.M. Quan
Chef de l'Office du riz
Ministère des Affaires rurales
Saigon

OBSERVATEURS

SAINT-SIEGE

C. Martini
Nonce apostolique aux Philippines
Manille

R.F. Martino
Secrétaire du Nonce apostolique
Manille

H. Mauri
Directeur adjoint du Social Order Institute
Manille

F. Senden
Directeur de l'Institut social asiatique
Manille

CARITAS INTERNATIONALIS

W.F. Masterson
Director, College of Agriculture
Xavier University
Cagayan de Oro City

J. Harnett
Catholic Relief Services
NCWC, Manila

Lee Sanborn
Catholic Relief Services
NCWC, Manila

Mrs. C. Sanborn
Assistant Director,
NCWC, Manila

ALLIANCE INTERNATIONALE COOPERATIVE

E.V. Mandoza
General Manager
Central Cooperative Exchange Inc.,

Mrs. V.V. Valdez
Head, Cooperative Exchange Department
Central Cooperative Exchange Inc.

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD

J.C. Lamrock
Fonctionnaire agricole principal
c/o D.A.S.F.,
Port Moresby
Papua et Nouvelle-Guinée

FEDERATION MONDIALE DES ANCIENS COMBATTANTS

B. Florentino
WVF Council Member for Philippines
Quezon City

A. Aguila
Secretary-General
World Veterans Federation for Philippines

REPRESENTANTS

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT

R.W. Wilson
Mission consultative permanente,
Banque centrale des Philippines
Manille

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Mlle F.T. Reyes
OIT
Manille

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

S.T. Nelson
Coordonnateur du projet
Institut technique de Mindanao
Immeuble de l'OMS
Manille

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

I.H. Markuson
Représentant résident du FISE
Immeuble de l'OMS
Manille

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT

M. Yamashita
Chef de la Division d'Agriculture CEAEQ/FAO
Bangkok

FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES
BUREAU DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DES NATIONS UNIES

A.H. MacKenzie
Représentant résident du BAT et Directeur
des programmes du Fonds spécial aux Philippines
Bureau du BAT
Manille

PERSONNEL DE LA FAO

Dr. B.R. Sen, Directeur général
Miss J. Campbell, Secrétaire personnelle du Directeur général

Personnel des Bureaux régionaux

M. Ahsan ud Din, Représentant régional pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Bangkok
M. Soesilo H. Prakoso, Représentant régional adjoint pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Bangkok
M. E. Saouma, Représentant régional adjoint pour l'Asie et l'Extrême-Orient (zone occidentale) New Delhi
Dean C.V. Chang, Spécialiste des institutions rurales, Bangkok
M. C.Day, Chargé d'information, New Delhi
Dr. S.S. De, Spécialiste de la nutrition, Bangkok
Dr. R.B. Griffiths, Vétérinaire régional, Kuala Lumpur
M. A.A.C. Huysmans, Spécialiste de la mise en valeur des terres et des eaux, Bangkok
M. Michael Keon, Chargé d'information, Bangkok
Dr. H.N. Mukerjee, Spécialiste des terres et des eaux, Bangkok
Dr. N. Parthasarathy, Spécialiste de la production végétale et de la protection des plantes, Bangkok
M. K.V.R. Sastry, Statisticien régional, Bangkok
M. Shao-er-Ong, Spécialiste des terres et des eaux, Bangkok
M. F.A. Shah, Spécialiste régional de la commercialisation, Bangkok
M. J.A. Tubb, Spécialiste régional des pêches, Bangkok
M. Yamashita, Chef de la Division mixte de l'agriculture FAO/CEAED, Bangkok

Personnel du Siège

M. Viggo Andersen, Directeur de la Division des institutions et services ruraux, Département des questions économiques et sociales
Dr. R.I. Jackson, Directeur de la Division des pêches, Département technique
Dr. P.V. Sukhatme, Directeur de la Division de la statistique, Département des questions économiques et sociales
M. C. Weitz, Coordonnateur de la Campagne contre la faim
M. A. Aten, Spécialiste (Industrialisation), Département technique
Dr. Cockrill, Adjoint au Directeur de la Division de la production et de la santé animales, Département technique
M. J. Kahane, Chef de la Sous-Division des céréales et du riz, Division des produits, Département des questions économiques et sociales
Miss L. Lichnowsky, Division de l'analyse économique, Département des questions économiques et sociales
Dr. K.K.P.N. Rao, Chef de la Sous-Division de la consommation et de la planification alimentaires, Division de la nutrition, Département technique
M. A. de Tuddo, Adjoint au Directeur de la Division de l'analyse économique, Département des questions économiques et sociales
Dr. R.O. Whyte, Conseiller de la FAO pour la production herbagère et fourragère auprès du Gouvernement de l'Inde, Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, New Delhi/Division de la production végétale et de la protection des plantes, Rome

Secrétariat de la Conférence

M. H.W. Warde-Jones, Secrétaire de la Conférence
 M. J.V.A. Nehemiah, Rapporteur
 M. N.N. Bentley, Secrétaire adjoint de la Conférence

Mrs. M.P. Taddeini-Rendeli, Documentation

Miss P. Bush	{	Secrétaires
Miss L. Almagià		
Miss G. Mirri		
Miss R. Tornay		

M. F. Gibelin	{	Traducteurs
Miss M. Zerling		

Mrs. G. Whyte	{	Interprètes
Mrs. A. Coutu		
Miss M.T. Iordanow		
Mrs. I. Porcher		

CONSULTANTS

Mr. C.S. Christian
 Member of Executive,
 Commonwealth Scientific and Industrial
 Research Organization
 Canberra, Australia

M. le Professeur V.N. Dandekar,
 Gokhale Institute of Politics and Economics
 Poona, India

Mr. Kunio Kagayama
 Chief of Extension and Education Section
 Agricultural Administration Bureau,
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Tokyo, Japan

Dr. R.O. Whyte
 Grassland and Fodder Adviser to Government of India
 Ministry of Food and Agriculture
 New Delhi, India

COMITE D'ORGANISATION PHILIPPIN

M. E.E. Cruz
 Directeur du Bureau de la production végétale
 Manille, Philippines

LISTE DES DOCUMENTSDocuments de travail

FERC/64/1	Ordre du jour provisoire
FERC/64/1(a)	Ordre du jour provisoire annoté
FERC/64/2	Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et en Extrême-Orient
FERC/64/3	Rapport sur la mise en oeuvre du programme de la FAO dans la région
FERC/64/4	Octroi de stimulants économiques aux agriculteurs
FERC/64/5	Renforcement des stimulants de caractère social octroyés aux agriculteurs
FERC/64/6	Octroi de services techniques aux agriculteurs en vue du relèvement de la production
FERC/64/7	Une réussite de développement agricole dans la région - le Japon
FERC/64/8	Rôle de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles dans la réalisation des plans de développement
FERC/64/9	Contribution des industries agricoles au développement économique et à l'alimentation de la nutrition
FERC/64/10	Conditions requises pour le succès de l'élaboration et de la réalisation des plans de développement laitier
FERC/64/11(a)	Considérations économiques régionales et mondiales influant sur la planification et le développement de l'agriculture, des pêches et des forêts en Asie et en Extrême-Orient
FERC/64/11(b)	Problèmes et perspectives du commerce
FERC/64/12	Incidences de la croissance démographique
FERC/64/13	Congrès mondial de l'alimentation et orientation future de la Campagne mondiale contre la faim

Documents de base

L'économie mondiale du riz, Volume II

Le commerce des produits agricoles dans le cadre de la
Décennie des Nations Unies pour le développement -
Volume I - Parties I, II et III, Volume II, Partie IV

Rice - Exchange of Economic Information - CCP Consultative
Sub-Committee in the Economic Aspects of Rice, No 6
September 1964

Rapport de la FAO sur le produits, 1964 - CCP 64/6

CCP 62/5 - Projections

Rapport sur le riz - 1963

Situation de la noix de coco No 11

Government Advisory and Development Services for Food and
Agricultural Marketing, Asia and the Far East

Agricultural Development in Modern Japan

Report of the Centre on Institutions for Agricultural
Financing and Credit in Asia and the Far East

Catalogue of FAO Publications, 1945-1962 - Quarterly
supplement No 1, June 1964

Pasture and Fodder Development - Report to the Government
of Japan ETAP Report No 1822

Farmers' Associations and their contributions toward
Agricultural and Rural Development in Taiwan

Directory of Agricultural Research Institutes and Experiment
Stations in Asia and Far East

Directory of Agricultural Research Institutes and Experiment
Stations in Asia and Far East - Supplement

Congrès mondial de l'alimentation - 1963

Troisième enquête mondiale sur l'alimentation - Etude de
base No 11 (CMCF)

Farm Management Manual

Present Status of Agricultural Research Development in Asia
and the Far East

Extension Education for Agricultural and Rural Development

The Food and Nutrition Situation in India (Part I)

The Food and Nutrition Situation in India (Part II)

Agricultural Land Reform Code (Republic Act No 3844)
Functions, Structure, Program

FAO, Etudes sur les politiques en matière de produits :
l'aide alimentaire et les autres formes d'utilisation des
excédents de produits agricoles

Report on the FAO Far East Farm Broadcasting Seminar and
Training Center

Rapport de la trente-cinquième session du Comité des produits
à la trente-neuvième session du Conseil de la FAO

Rapport de la trente-quatrième session du Comité des produits
à la trente-cinquième session du Conseil de la FAO

Rapport de la trente-septième session du Comité des produits
à la quarante-troisième session du Conseil de la FAO

ANNEXE III

SEPTIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT
MANILLE, PHILIPPINES, 7 - 21 NOVEMBRE 1964

ORDRE DU JOURA. INTRODUCTION

1. Ouverture de la Conférence
2. Election du Président et des Vice-Présidents
3. Adoption de l'ordre du jour

B. TRAVAIL DE LA FAO EN ASIE ET EXTREME-ORIENT DANS SES RAPPORTS AVEC LA CAMPAGNE CONTRE LA FAIM, LA DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

4. Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et Extrême-Orient
 - a) Exposé de politique du Directeur général
 - b) Exposés nationaux
5. Rapport sur la mise en oeuvre du programme de la FAO dans la région

C. PRINCIPALES QUESTIONS DE POLITIQUE INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION

6. Congrès mondial de l'alimentation et orientation future de la Campagne contre la faim.
7. Stimulants à la production agricole.
 - a) Octroi de stimulants économiques aux agriculteurs.
 - b) Renforcement des stimulants de caractère social octroyés aux agriculteurs.
 - c) Octroi de services techniques aux agriculteurs en vue du relèvement de la production
 - d) Une réussite du développement agricole dans la région - le Japon.
8. Rôle de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles dans la réalisation des plans de développement.
9. Contribution des industries agricoles au développement économique et à l'amélioration de la nutrition.
10. Conditions requises pour le succès de l'élaboration et de la réalisation des plans de développement laitier.
11. Problèmes et perspectives du commerce dans la région.
12. Incidences de la croissance démographique.

D. CONCLUSIONS

13. Orientation future du travail de la FAO dans la région.
14. Adoption du rapport.

ANNEXE IVRESUME DES RECOMMANDATIONSA. RECOMMANDATIONS ADRESSEES AUX ETATS MEMBRES

1. Faire le nécessaire pour que la Campagne contre la faim se poursuive au moins jusqu'en 1970.
2. Etablir sur une base permanente les Comités nationaux de la Campagne contre la faim.
3. Rendre le crédit à long terme facilement accessible aux petits exploitants.
4. Appuyer vigoureusement l'Appel à la mobilisation mondiale des jeunes.
5. Effectuer, avec l'assistance technique de la FAO, les études suivantes :
 - a) Une enquête sur le rapport coût/profit des différentes activités agricoles, afin de déterminer la situation réelle du secteur agricole au point de vue de la rentabilité de l'entreprise. Dans l'exécution de cette étude, il faudrait tenir compte de tous les éléments du coût, aussi bien dépenses en espèces que coûts imputés;
 - b) Une enquête sur le taux de formation de capital en agriculture et sur les transferts de capitaux de ce secteur vers les secteurs non ruraux, de façon à pouvoir déterminer avec plus de précision les besoins de capital et les ressources financières de l'agriculture, par rapport aux autres secteurs;
 - c) Une enquête sur l'incidence de la fiscalité agricole, qui pourrait constituer la base d'une rationalisation de cette fiscalité.
6. Faire exécuter par les services gouvernementaux, les universités, les instituts de recherche, etc., avec la coopération technique de la FAO, un plus grand nombre d'études de cas particuliers, afin de recueillir des informations plus exactes sur les prix effectivement payés aux agriculteurs et sur les systèmes de vente au niveau de l'exploitation.
7. Organiser, avec l'aide de la FAO, des séminaires ou des centres de perfectionnement sur des organisations d'agriculteurs et la formation de cadres locaux, afin d'accélérer le développement agricole.
8. Avec l'assistance technique de la FAO, organiser dans des zones choisies des projets pilotes devant servir à la démonstration et à la formation professionnelle, afin de déterminer la meilleure façon de fournir aux agriculteurs des stimulants d'ordre économique, social et technique, compte tenu des conditions régnant dans chaque pays.
9. S'attacher particulièrement à former un nombre suffisant de vulgarisateurs agricoles, qui devraient vivre dans les villages où ils travaillent, de manière à rester constamment en contact avec la communauté agricole et à se familiariser avec ses problèmes et ses aspirations, aussi bien qu'avec les coutumes et les échelles de valeurs locales.

10. S'attacher particulièrement à rechercher des animateurs locaux qui joueront le rôle de démonstrateurs ou d'exploitants modèles et dont l'influence fera tache d'huile dans la communauté villageoise à laquelle ils appartiennent, ce qui contribuera à accélérer le progrès agricole.
11. Prévoir dans les plans et les budgets de développement des crédits permettant de donner efficacement suite aux recommandations 9 et 10 ci-dessus.
12. Octroyer, sous forme de bourses et suivant d'autres modalités, une assistance qui permette à un plus grand nombre d'étudiants, notamment originaires des campagnes, de suivre un enseignement agricole supérieur.
13. N'épargner aucun effort pour améliorer les moyens de traitement des produits.
14. Etablir des normes et des méthodes de classement par qualité pour tous les produits alimentaires.
15. Créer et développer les coopératives de producteurs et faciliter l'accès des cultivateurs au crédit.
16. Avant d'implanter des industries rurales, exécuter une étude approfondie des aspects économiques de base.
17. Instituer une alternance riz/cultures fourragères afin d'encourager la production laitière.
18. Accorder plus d'attention à la sélection et à l'obtention d'animaux adaptés aux tropiques.
19. Accroître la superficie agricole et améliorer l'élevage.
20. Prendre des mesures pour améliorer la commercialisation et le système de fixation des prix, afin de corriger les déséquilibres qui peuvent survenir entre l'offre et la demande de produits laitiers durant l'expansion des exploitations laitières.
21. S'attacher particulièrement à former un grand nombre de vulgarisateurs agricoles et d'animateurs ruraux, qui devront maintenir avec les agriculteurs des rapports étroits et empreints de compréhension. Cet effort devrait recevoir une priorité élevée dans les plans nationaux et il faudrait prévoir des crédits suffisants pour la formation de vulgarisateurs et d'animateurs ruraux compétents.

B.- RECOMMANDATIONS ADRESSEES AU DIRECTEUR GENERAL

1. Prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre le Plan indicatif mondial pour l'agriculture.
2. Poursuivre et élargir les études sur la structure du crédit agricole.
3. Lors des conférences régionales futures, faire appel à des consultants pour préparer et présenter une documentation sur des sujets spécialisés.
4. Examiner les diverses suggestions formulées par les délégués, concernant l'organisation d'une formation spécialisée en matière de développement agricole donnée sous des auspices internationaux, et notamment les avantages

et inconvénients respectifs de la formule centralisée et de la formule régionale, compte tenu également des possibilités budgétaires de la FAO, et du rôle que pourraient jouer les institutions existantes.

5. Effectuer, en coopération avec la BIRD, une étude sur la construction d'entrepôts ruraux dans le cadre du programme d'emmagasiner, afin que les agriculteurs puissent stocker leur production à proximité des villages et obtenir du crédit à court terme gagé sur les produits stockés.
6. Sur demande, aider les Etats Membres à préparer des projets qui, avec l'aide financière du FSNU, de la CMCF ou d'autres sources, viseraient à créer ou à renforcer des établissements pour la formation de vulgarisateurs agricoles et d'animateurs ruraux compétents, spécialement dans les zones où il est urgent de disposer d'un tel personnel pour accroître la production agricole.
7. Aider les Etats Membres, sur leur demande, à établir un programme national d'enseignement et de formation professionnelle agricoles qui tienne compte des besoins.
8. Examiner de nouveaux moyens d'aider les Etats Membres à implanter des industries agricoles dans les régions rurales, afin d'assurer l'utilisation maximum des cultures vivrières et autres.
9. Examiner les moyens de conseiller les Etats Membres sur les meilleures méthodes à appliquer pour abaisser le prix de revient de denrées telles que le sucre.
10. Envisager la possibilité d'affecter au Bureau régional un spécialiste de la production laitière, qui coordonnerait le développement laitier.
11. Fournir des experts afin que la sélection et l'obtention d'animaux adaptés aux tropiques reçoivent plus d'attention.
12. Envisager la préparation d'une étude sur les possibilités d'accroissement de la production laitière.
13. Prendre favorablement en considération toute proposition tendant à améliorer les moyens disponibles pour la formation de spécialistes de l'évaluation des ressources, y compris, éventuellement, l'organisation d'un centre international de perfectionnement sur les techniques d'évaluation intégrée.
14. Coopérer pleinement avec la nouvelle organisation qui doit être constituée en conséquence de la CNUCD.
15. Poursuivre et intensifier les travaux sur la possibilité de conclure des accords internationaux sur les produits.
16. Fournir les facilités nécessaires aux groupes d'étude s'occupant des produits qui présentent un intérêt particulier pour la région.
17. Coopérer avec la CEAEQ en ce qui concerne les aspects techniques de l'expansion des échanges intra-régionaux.
18. S'efforcer d'élaborer un plan pour la répartition internationale des tâches entre pays développés et pays en voie de développement.
19. Fournir les données analytiques indispensables à une planification rationnelle et fructueuse et à toute autre action régionale et nationale. Ceci comporte notamment :

- i) Des travaux en matière de projections sur les produits;
 - ii) Des études sur la concurrence des produits synthétiques et autres produits de remplacement ;
 - iii) L'octroi aux gouvernements d'avis spécialisés sur les produits, en ce qui concerne la possibilité d'accroître les exportations et d'éviter des importations, notamment les possibilités d'intensifier le traitement des produits dans les pays en voie de développement;
 - iv) Des études périodiques sur la situation, les tendances et les perspectives mondiales de produits individuels.
20. Organiser un groupe de travail ayant les tâches suivantes :
- i) Etudier les possibilités de développer le commerce des produits agricoles, aussi bien à l'état brut qu'après transformation, en dehors des exportations agricoles traditionnelles des pays de la région;
 - ii) Déterminer la base et les méthodes à adopter pour les enquêtes et les études sur les besoins de matières premières agricoles nouvelles des industries des pays développés.
21. Renforcer le travail relatif à l'évaluation des ressources, à la planification intégrée et aux problèmes démographiques, en affectant à la région des experts qui aideraient les pays à inventorier leurs ressources, ainsi qu'à étudier et à analyser leur situation démographique, par rapport aux disponibilités alimentaires.
22. Etudier un ou deux pays de la région afin de déterminer quel doit être, dans l'ensemble des ressources affectées au Plan, le minimum absolu à investir dans l'agriculture pour en assurer la rentabilité.

